

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 28, § 6, 8°, laatste lid van de bijlage bij het koninklijk besluit van 16 november 1973 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 november 1977, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1983, worden de woorden « te codifiëren onder 8469 » vervangen door de woorden « te coderen onder 8471 ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1983.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 januari 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

N. 84 — 231 (84 — 196)

20 JANUARI 1984. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 19 van 27 januari 1984, bladzijde 1244 :

In de Franse tekst van artikel 2, 9e regel, worden tussen de woorden « montant » en « de la... », de woorden « total de l'indemnité payée par l'employeur et pour diviseur le montant » ingevoegd.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 28, § 6, 8°, dernier alinéa de l'annexe à l'arrêté royal du 16 novembre 1973 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, inséré par l'arrêté royal du 10 novembre 1977 et modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1983, les mots « à codifier sous 8469 » sont remplacés par les mots « à codifier sous 8471 ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1983.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1984.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

F. 84 — 231 (84 — 196)

20 JANVIER 1984. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Erratum

Moniteur belge n° 19 du 27 janvier 1984, page 1244 :

Dans le texte français de l'article 2, 9e ligne, les mots « total de l'indemnité payée par l'employeur et pour diviseur le montant » sont insérés entre les mots « montant » et « de la... ».

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 84 — 232

22 DECEMBRE 1983. — Décret organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Dans les limites des crédits disponibles, l'Exécutif accorde, conformément aux dispositions du présent décret, des subventions aux centres agréés d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale, ci-après dénommés les « centres ».

**Art. 2.** Pour être agréé, un centre doit satisfaire aux conditions visées aux articles 3 à 10 du présent décret.

**Art. 3.** Chaque centre doit :

1° offrir au public l'accueil, l'information et la guidance en vue de les aider dans leurs difficultés d'ordre rationnel, sexuel et dans leur rôle d'éducateur en ces domaines;

2° fournir l'information en matière de régulation des naissances et mettre à la disposition des requérants les moyens contraceptifs appropriés;

3° porter à la connaissance du public les notions élémentaires de droit familial;

4° assurer l'éducation et l'information des adultes et des jeunes dans le domaine de la vie relationnelle, affective, sexuelle et de la parenté responsable;

5° accueillir et aider les femmes enceintes en difficulté.

**Art. 4.** L'action des centres s'exerce dans le cadre de l'information, de l'éducation, de la prévention et de l'accompagnement des personnes.

**Art. 5.** Le pouvoir organisateur doit être une personne morale de droit public, une A.S.B.L. ou un établissement d'utilité publique.

**Art. 6.** Le personnel de chaque centre doit comprendre au minimum :

a) un médecin gynécologue ou généraliste;

b) un médecin spécialisé en psychiatrie ou un licencié en psychologie ou un licencié en sciences familiales et sexologiques;

c) un docteur ou licencié en droit;

(1) Session 1982-1983.

Documents du Conseil. — N° 77, n° 1. Projet de décret. — N° 77, n° 1bis. Erratum. — No 77, n° 2, 3 et 5. Amendements. — N° 77, n° 4. Rapport.

Session 1981-1982.

Document du Conseil. — N° 41, n° 1. Proposition de décret. (examen conjoint).

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 29 juin et 18 octobre 1983. — Adoption. Séance du 1er décembre 1983.

- d) un infirmier gradué social ou assistant social;  
 e) éventuellement un ou plusieurs conseillers conjugaux.

**Art. 7.** Un centre doit être ouvert au minimum 200 heures par an. Sont considérés comme heures d'ouverture, celles durant lesquelles un membre de l'équipe est à la disposition du public.

**Art. 8.** Chaque centre doit établir un règlement d'ordre intérieur conformément aux règles de fonctionnement arrêtées par l'Exécutif.

**Art. 9.** Le siège d'activité du centre doit comporter des locaux qui, durant les heures d'ouverture, sont exclusivement affectés aux activités du centre.

Ces locaux comportent au minimum une salle d'attente et un bureau de consultation adapté à chaque type de prestation.

Chaque centre veille à disposer de sa propre ligne téléphonique dont le numéro est indiqué dans l'annuaire officiel.

**Art. 10.** Chaque centre tient un registre des activités dont les mentions sont fixées par l'Exécutif. Ce registre est conservé dans les locaux du centre.

Les inscriptions au registre des activités respectent l'anonymat des consultants.

**Art. 11.** La demande d'agrément doit contenir :

1° Les nom, adresse, et statut juridique du pouvoir organisateur;

2° Les adresse et heures d'ouverture du siège d'activité;

3° Les nom, adresse, copie des diplômes des membres de l'équipe déterminée à l'article 6 ainsi qu'une copie de la convention les liant au centre;

4° Une copie du règlement d'ordre intérieur signée par le responsable du pouvoir organisateur et les membres de l'équipe.

5° L'engagement de tenir une comptabilité faisant apparaître par année budgétaire les résultats financiers de la gestion du service et de déposer annuellement les comptes selon les modalités arrêtées par l'Exécutif;

6° L'engagement de fournir à l'Exécutif un rapport annuel d'activité;

7° Un engagement, signé par le responsable du pouvoir organisateur, d'accepter toutes formes de contrôle du respect des dispositions du présent décret.

**Art. 12.** L'Exécutif accorde l'agrément pour une durée de six ans renouvelable. Il fixe la date à laquelle prend cours l'agrément et le nombre d'heures d'ouverture pour lequel il est accordé

Ce nombre d'heures peut être révisé annuellement.

**Art. 13.** L'Exécutif peut refuser, retirer ou suspendre l'agrément si le centre ne respecte pas les dispositions du présent décret ou si le centre commet une irrégularité grave. Le refus ou le retrait d'agrément doit être motivé. Avant de prendre une décision de refus ou de retrait d'agrément, l'Exécutif notifie son intention, en la motivant, au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de quinze jours, à partir du jour de la notification, pour adresser à l'Exécutif un mémoire justifiant l'accomplissement des conditions requises pour obtenir l'agrément ou son maintien.

**Art. 14.** Il est créé une commission des centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale.

La commission a pour mission de :

a) proposer à l'Exécutif les conseillers conjugaux dont les activités peuvent être subventionnées conformément aux dispositions du présent décret.

b) fournir à l'Exécutif, soit d'initiative, soit à sa demande, tout avis concernant le fonctionnement d'un centre ou relatif à l'évolution de la situation concernant l'aide et l'information sexuelle, conjugale et familiale.

c) donner à l'Exécutif, soit d'initiative, soit à sa demande, tout avis se rapportant à la formation du conseiller conjugal.

**Art. 15.** La Commission se compose de 11 membres :

a) 2 membres ont la qualité de médecin gynécologue ou généraliste;

b) 2 membres ont la qualité de médecin spécialisé en psychiatrie ou de licencié en psychologie ou de licencié en sciences familiales et sexologiques;

c) 2 membres ont la qualité de docteur ou de licencié en droit;

d) 2 membres ont la qualité d'infirmier gradué social ou d'assistant social.

Dans chacune des catégories prévues ci-dessus, un membre est désigné en raison de sa compétence propre, un membre est désigné sur une liste double présentée par les fédérations de centres agréés parmi les membres d'équipes de centres agréés.

e) 3 membres sont désignés sur les listes doubles présentées par les fédérations de centres agréés, parmi les conseillers conjugaux des centres agréés.

En outre, l'Exécutif désigne deux représentants qui siègent à cette commission avec voix consultative.

L'un des représentants sera désigné sur proposition du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, et l'autre sur proposition du Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

**Art. 16.** § 1er. Les membres de la Commission sont nommés par l'Exécutif pour une durée de quatre ans, renouvelable. L'Exécutif désigne parmi les membres de la commission, un président et trois vice-présidents.

§ 2. Le secrétariat est assuré par un agent de la Communauté française désigné par l'Exécutif.

§ 3. L'Exécutif approuve le règlement d'ordre intérieur de la commission.

**Art. 17.** L'Exécutif peut fixer les critères d'aptitude et les programmes de formation des conseillers conjugaux.

**Art. 18.** Une subvention forfaitaire de fonctionnement est octroyée aux centres en fonction du nombre d'heures d'ouverture, du pourcentage de consultations données et du pourcentage de nouveaux dossiers ouverts chaque année. Le montant de la subvention est fixé par l'Exécutif. Il peut être révisé annuellement.

L'Exécutif peut accorder aux centres des avances ne pouvant dépasser 80 p.c. du montant des subventions octroyées pour l'exercice antérieur. Ces avances sont liquidées par tranches trimestrielles de 20 p.c. maximum.

**Art. 19.** Une subvention de premier établissement peut être octroyée à chaque centre agréé après l'entrée en vigueur du décret. Son montant est fixé par l'Exécutif.

**Art. 20.** Une subvention exceptionnelle, peut être octroyée aux centres déjà subsidiés lors de l'entrée en vigueur du présent décret, pour les aménagements nécessaires au respect des dispositions de l'article 9. Son montant est fixé par l'Exécutif.

**Art. 21.** Les centres de consultation prématrimoniales, matrimoniales et familiales agréés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, sont considérés comme agréés conformément aux dispositions de celui-ci. Ils disposent d'un délai d'un an prenant cours à la date de publication de celui-ci pour satisfaire aux conditions prévues pour l'agrément par le présent décret.

**Art. 22.** Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 8 février 1977 réglant pour la Région wallonne l'agrération des centres de consultations prématrimoniales, matrimoniales et familiales et l'octroi de subventions à ces centres, à l'exception des articles 8 à 12 qui seront abrogés au 31 décembre 1983.

2° En ce qui concerne les centres situés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui en raison de leur organisation doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française sur base du décret du 1er juillet 1982 fixant les critères d'appartenance exclusive à la Communauté française des institutions traitant des matières personnalisables dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et ce à la date fixée par l'Exécutif, l'arrêté royal du 13 janvier 1978 relatif à l'agrération pour la Région bruxelloise, des centres de consultations prématrimoniales, matrimoniales et familiales et à l'octroi de subventions à ces centres, modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 1973 et par l'arrêté royal du 3 juillet 1980, à l'exception des articles 6 et 7 qui seront abrogés au 31 décembre 1983.

Art. 23. Les articles 18, 19 et 20 du présent décret entrent en vigueur le 1er janvier 1984.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 décembre 1983.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles  
et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

—  
VERTALING  
—

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 232

22 DECEMBER 1983. — Decreet tot regeling van de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en voorlichting (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Executieve, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, subsidies aan erkende centra voor seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en voorlichting, hieronder « centra » genoemd.

**Art. 2.** Om erkend te worden, moet een centrum voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 3 tot 10 van dit decreet.

**Art. 3.** Elk centrum moet :

1° voor het onthaal, de voorlichting en de begeleiding van het publiek zorgen ten einde die personen te helpen bij het oplossen van hun seksuele en relatieproblemen en in hun opvoedkundige taak op deze gebieden;

2° de voorlichting verstrekken inzake geboorteregeling en, aan degenen die zulks verzoeken, de geschikte contraceptieve middelen ter beschikking stellen;

3° aan het publiek de grondbegrippen van het familierecht mededelen;

4° voor de opvoeding en de voorlichting van de volwassenen en de jongeren instaan op het gebied van het seksueel, affectief en relatieleven en van het verantwoord ouderschap;

5° de zwangere vrouwen in moeilijkheden ontvangen en helpen.

**Art. 4.** De actie van de centra is gericht op voorlichting, opvoeding, preventie en begeleiding van de personen.

**Art. 5.** De inrichtende macht moet een publiekrechtelijk rechtspersoon, een V.Z.W. of een instelling van openbaar nut zijn.

**Art. 6.** Het personeel van elk centrum moet bestaan uit ten minste :

- a) een gynaecoloog of een huisarts;
- b) een geneesheer gespecialiseerd in de psychiatrie of een licentiaat in de psychologie of een licentiaat in de familiale en seksuologische wetenschappen;
- c) een doctor of een licentiaat in de rechten;
- d) een gegradueerde sociale verpleger of een maatschappelijk assistent;
- e) eventueel één of meer huwelijksconsulenten.

**Art. 7.** Een centrum moet ten minste 200 uur per jaar geopend zijn. Worden als openingsuren beschouwd, de uren gedurende welke een lid van de team ter beschikking van het publiek staat.

**Art. 8.** Elk centrum moet een huishoudelijk reglement uitwerken overeenkomstig de door de Executieve vastgestelde werkingsvoorschriften.

**Art. 9.** De zetel der werkzaamheden van het centrum moet lokalen bevatten die tijdens de openingsuren uitsluitend voor de werkzaamheden van het centrum bestemd zijn.

Deze lokalen bevatten ten minste een wachtkamer en een consultatiebureau die aan elk soort van prestatie aangepast zijn.

Elk centrum zorgt ervoor over zijn eigen telefoonlijn te beschikken waarvan het nummer in de officiële telefoongids vermeld is.

**Art. 10.** Elk centrum houdt een dagboek van de werkzaamheden bij waarvan de vermeldingen door de Executieve vastgesteld zijn. Dit dagboek wordt in de lokalen van het centrum bewaard.

De inschrijvingen in het dagboek van de werkzaamheden worden gedaan met inachtneming van de anonimiteit van de consultants.

**Art. 11.** De erkenningsaanvraag moet bevatten :

1° De naam, het adres en het juridisch statuut van de inrichtende macht;

2° Het adres en de openingsuren van de zetel der werkzaamheden;

3° De naam, het adres, het afschrift van de diploma's van de leden van de team bepaald in artikel 6 evenals een afschrift van de overeenkomst die hen met het centrum verbindt;

4° Een afschrift van het huishoudelijk reglement ondertekend door de verantwoordelijke van de inrichtende macht en de leden van de team;

5° De verplichting een boekhouding bij te houden waarin de financiële resultaten van het beheer van de dienst per begrotingsjaar opgetekend zijn en de rekeningen volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten jaarlijks ter inzage neer te leggen;

6° De verplichting aan de Executieve een jaarlijks verslag der werkzaamheden uit te brengen;

(1) Zitting 1982-1983.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 77, nr. 1. Ontwerp van decreet — Nr. 77, nr. 1bis. Erratum. — Nr. 77, nrs. 2, 3 en 5. Amendementen. — Nr. 77, nr. 4. Verslag.

Zitting 1981-1982.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 41, nr. 1. Voorstel van decreet (gezamenlijk onderzoek).

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 20 juni en 18 oktober 1983. — Aanneming. Vergadering van 1 december 1983.

7° Een verplichting, ondertekend door de verantwoordelijke van de inrichtende macht, al de vormen van controle inzake naleving van de bepalingen van dit decreet te aanvaarden.

**Art. 12.** De Executieve verleent de erkenning voor een vernieuwbare duur van zes jaar.

Zij stelt de datum vast waarop de erkenning ingaat en het aantal openingsuren waarvoor zij toegestaan is.

Dit aantal uren kan jaarlijks herzien worden.

**Art. 13.** De Executieve kan de erkenning weigeren, intrekken of schorsen indien het centrum geen rekening houdt met de bepalingen van dit decreet of indien het centrum een ernstige onregelmatigheid begaat. De weigering of de intrekking van de erkenning moet met redenen omkleed zijn. Voordat zij een beslissing van weigering of van intrekking van de erkenning neemt, betekent de Executieve haar met redenen omkleed voornemen aan de betrokken inrichtende macht. Deze beschikt over een termijn van veertien dagen, vanaf de dag van de betekening, om aan de Executieve een memorie te laten worden ter verantwoording van de naleving van de vereiste voorwaarden voor het bekomen van de erkenning of het behoud ervan.

**Art. 14.** Een commissie van centra voor seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en -voorzichting wordt opgericht.

Deze commissie heeft tot doel :

a) aan de Executieve huwelijksconsulenten wier werkzaamheden overeenkomstig de bepalingen van dit decreet gesubsidieerd kunnen worden, voor te dragen;

b) aan de Executieve, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag, gelijk welk advies te geven betreffende de werking van een centrum of de evolutie van de toestand inzake seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en -voorzichting;

c) aan de Executieve hetzij op eigen initiatief hetzij op aanvraag, gelijk welk advies te geven omtrent de opleiding van de huwelijksconsulent.

**Art. 15.** De commissie bestaat uit 11 leden.

a) 2 leden hebben de hoedanigheid van gynaecoloog of huisarts;

b) 2 leden hebben de hoedanigheid van geneesheer gespecialiseerd in de psychiatrie of van licentiaat in de psychologie of van licentiaat in de familiale en seksuologische wetenschappen;

c) 2 leden hebben de hoedanigheid van doctor of van licentiaat in de rechten;

d) 2 leden hebben de hoedanigheid van gegradueerde sociale verpleger of van maatschappelijk assistent;

In elk der hierboven bepaalde categorieën, wordt één lid aangewezen uit hoofde van zijn eigen bevoegdheid, één lid aangewezen op een tweevoudige lijst die door de federaties van de erkende centra onder de leden van de teams van de erkende centra voorgelegd is.

e) 3 leden worden op de tweevoudige lijsten die door de federaties van de erkende centra voorgelegd zijn, onder de huwelijksconsulenten van de erkende centra aangewezen.

Daarenboven wijst de Executieve twee vertegenwoordigers aan die met raadgevende stem in deze commissie zetelen.

Eén van de vertegenwoordigers zal aangewezen worden op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken behoren, en de andere op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort.

**Art. 16. § 1.** De leden van de Commissie worden door de Executieve benoemd voor een vernieuwbare duur van vier jaar. De Executieve wijst onder de leden van de commissie, een voorzitter en drie ondervoorzitters aan.

§ 2. Het secretariaat wordt door een door de Executieve aangewezen ambtenaar waargenomen.

§ 3. De Executieve keurt het huishoudelijk reglement van de commissie goed.

**Art. 17.** De Executieve kan de bekwaamheidscriteria en de opleidingsprogramma's voor de huwelijksconsulenten vaststellen.

**Art. 18.** Een forfaitaire werkingstoelage wordt aan de centra toegekend naar rato van het aantal openingsuren, van het percentage van de gegeven adviezen en van het percentage van de elk jaar geopende nieuwe dossiers. Het bedrag van de toelage wordt door de Executieve vastgesteld. Dit bedrag kan jaarlijks herzien worden.

De Executieve kan aan de centra voorschotten toestaan die 80 procent van het bedrag van de toegekende subsidies voor het vorige dienstjaar niet mogen overschrijden. Deze voorschotten worden in driemaandelijke tranches van maximum 20 procent verrend.

**Art. 19.** Een inrichtingstoelage kan aan elk erkend centrum worden toegekend na de inwerkingtreding van het decreet. Het bedrag ervan wordt door de Executieve vastgesteld.

**Art. 20.** Een buitengewone subsidie kan aan de reeds gesubsidieerde centra worden toegekend bij de inwerkingtreding van dit decreet voor de nodige aanpassingen met het oog op de navelling van de bepalingen van artikel 8. Het bedrag wordt door de Executieve vastgesteld.

**Art. 21.** De prematrimoniale, matrimoniale en gezinsconsultatiecentra die vóór de inwerkingtreding van dit decreet erkend zijn, worden overeenkomstig de bepalingen ervan als erkend beschouwd. Zij beschikken over een termijn van één jaar vanaf de datum van de bekendmaking ervan om te voldoen aan de door dit decreet voor de erkenning bepaalde voorwaarden.

**Art. 22.** Worden ingetrokken :

1° Het koninklijk besluit van 8 februari 1977 betreffende de erkenning voor het Waalse Gewest, van de centra voor prematrimoniale, matrimoniale en gezinsconsultaties en de toekenning van subsidies aan die centra, met uitzondering van de artikelen 8 tot 12 die op 31 december 1983 afgeschaft zullen worden;

2° Voor de centra gelegen in het tweetalige gewest van Brussel-Hoofdstad die uit hoofde van hun organisatie beschouwd moeten worden als centra dit uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behoren op basis van het decreet van 1 juli 1982 houdende vaststelling van de uitsluitende aanhooringscriteria tot de Franse Gemeenschap van de instellingen die in het tweetalige gewest van Brussel-Hoofdstad persoonsgebonden materies behandelen, op de door de Executieve vastgestelde datum, het koninklijk besluit van 13 januari 1978 betreffende de erkenning voor het Brusselse Gewest, van de centra voor prematrimoniale, matrimoniale en gezinsconsultaties en de toekenning van subsidies aan die centra, gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 oktober 1978 en door het koninklijk besluit van 3 juli 1980, met uitzondering van de artikelen 6 en 7 die op 31 december 1983 afgeschaft zullen worden.

**Art. 23.** De artikelen 18, 19 en 20 van dit decreet treden op 1 januari 1984 in werking.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zal worden.

Brussel, 22 december 1983.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 233

22 DECEMBER 1983. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de te volgen regels voor de erkenning, de organisatie en de werking van de inrichtingen bestemd voor het onthaal van minder-valide personen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen werden geplaatst, alsook voor de betoelaging van de kosten van opname, onderhoud, opvoeding en behandeling van de begunstigten van het voornoemde fonds (1)

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1, II, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve belast met de begroting;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1 zoals het werd gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in de optiek van de gezondmaking van de opnamesektor voor minder-valide personen dringend de nieuwe maatregelen betreffende de erkenning, de organisatie en de werking van de inrichtingen alsmede de nieuwe maatregelen betreffende de subsidiëring van de kosten inherent aan het opnemen van begunstigten te publiceren ten einde de instellingen de nodige middelen te verschaffen om het hoofd te bieden aan de financiële moeilijkheden die hun beheer in gevaar brengen;

Op voorstel van de heer Philippe Monfils, Minister van Sociale Aangelegenheden, en gelet op de deliberatie van de Executieve op 22 december 1983,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Het huidig besluit stelt de erkenningsvoorwaarden vast waaraan de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, bestemd voor het onthaal van minder-valide personen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen werden geplaatst, moeten voldoen. Het stelt eveneens de organisatie en de werking van die inrichtingen en de modaliteiten van het ten laste nemen van de opname- en onderhouds-, de behandelings- en de opvoedingskosten van de begunstigten van voornoemd Fonds, vast.

§ 2. Onder de term « begunstigde » wordt verstaan iedere minder-valide persoon waarvoor de Franse Gemeenschap tussenkomt bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen.

§ 3. Onder de term « inrichting » zoals die wordt aangewend in het onderhavig besluit, wordt verstaan elke entiteit, erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg, bestemd voor de opvang van minder-valide personen, te weten ieder internaat, tehuis, semi-internaat, dagverblijf en dienst voor plaatsing in gezinnen.

De entiteiten die één of meerdere werkingsregimes groeperen, zijn geen instellingen zoals bedoeld in onderhavig besluit.

§ 4. Onder Minister wordt, in de zin van onderhavig besluit, verstaan de Minister die de politiek ten opzichte van minder-valide personen onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 5. Onder Fonds wordt, in de zin van onderhavig besluit, verstaan het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen.

TITEL I. — Erkenningsvoorwaarden van de instellingen voor minder-valide personen

HOOFDSTUK 1. — De aanvraag tot erkenning

Art. 2. De aanvraag tot erkenning van de inrichtingen, bedoeld bij artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen moet door de persoon, die de instelling exploiteert of de exploitatie ervan beoogt, bij de Minister worden ingediend.

Art. 3. Bij de aanvraag moeten volgende documenten en inlichtingen worden gevoegd :

1. een plan van de inrichting waarop de inwendige verkeerswegen van haar verschillende verdiepingen, de bestemming van de lokalen en het aantal bedden per kamer en eventueel per slaapzaal staat aangegeven;

2. een nota met vermelding van de categorie(ën) van minder-valide personen die men zich voorneemt er te zullen opnemen;

3. de normen van de administratieve en medische verantwoordelijke van de inrichting;

4. een verslag van een dienst, bevoegd op grond van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende voor de vredestijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand, waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen werden getroffen om brand te voorkomen;

5. een pedagogisch project, aangepast aan de noden van de minder-valide personen, die men zich voorneemt er te zullen opnemen. Dit project dient periodisch te worden geactualiseerd.

Art. 4. De Minister onderzoekt de aanvraag en maakt het dossier over aan de in Titel III van onderhavig besluit gedefinieerde Commissie voor Advies en Programmatie, die advies uitbrengt binnen de twee maanden na de ontvangst.

Art. 5. De beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager betekend. Bij weigering van de erkenning wordt de beslissing met redenen omkleed.

HOOFDSTUK 2. — Opschorting of intrekking van de erkenning

Art. 6. De erkenning verleend aan de instellingen, bedoeld bij artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen, kan worden opgeschort of ingetrokken wanneer één van de voor hun erkenning vastgestelde voorwaarden niet langer vervuld is.

Art. 7. De ministeriële beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed en bij aangetekend schrijven betekend aan de persoon die de inrichting exploiteert of aan de inrichtende macht die de instelling beheert.

De belanghebbende kan, binnen de dertig dagen die volgen op de betekening, bij aangetekende brief, beroep instellen bij de Minister. Dit beroep wordt met redenen omkleed en is vergezeld van alle nuttige bewijsstukken.

Art. 8. Het volledig dossier wordt door de Minister overgemaakt aan de Commissie voor Advies en Programmatie.

De verzoeker kan, binnen een door de Commissie vastgestelde termijn, het dossier raadplegen.

Op zijn verzoek wordt hij gehoord. De dag en het uur waarop hij zal worden gehoord worden ter kennis gebracht van de belanghebbende bij aangetekende brief.

Hij kan zich door een persoon van zijn keuze laten bijstaan. De Commissie geeft haar advies binnen de twee maanden na overmaking van het dossier.

Art. 9. Zodra de Minister het advies van de Commissie voor Advies en Programmatie ontvangt, doet hij uitspraak over het

(1) De Franse tekst van dit besluit is verschenen in het Belgisch Staatsblad nr. 11 van 17 januari 1984, blz. 530, onder nr. F 84 — 96.

beroep. De beslissing wordt met redenen omkleed en bij aange- tekende brief aan de verzoeker betekend.

## TITEL II. — Programmatie

**Art. 10. § 1.** Er wordt een Commissie voor Advies en Program- matie opgericht, samengesteld uit :

a) 5 vertegenwoordigers van de inrichtende machten van instel- lingen voor minder-valide personen;

b) 5 vertegenwoordigers van organisaties representatief voor personen die tewerkgesteld worden in instellingen zoals bedoeld in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 novem- ber 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen;

c) 5 vertegenwoordigers van de minder-valide personen of van verenigingen voor minder-valide personen;

d) 3 leden van de administratie waaronder het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide perso- nen ressorteert;

e) 3 leden van de administratie waaronder de medische inspek- tie van de instellingen, zoals bedoeld in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 tot instelling van een Fonds voor medi- sche, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen, ressorteert.

De leden, bedoeld in de alinea's a, b en c hierboven, worden benoemd door de Minister uit een dubbele lijst voorgesteld door de verenigingen, de representatieve organisaties, de federaties en de betrokken groeperingen. Het mandaat van de leden geldt voor een termijn van vier jaar en is hernieuwbaar. Wanneer tij- dens een mandaat een lid, zoals bedoeld in alinea's a, b en c, zijn/ haar hoedanigheid van mandataris van de organisatie die hem/ haar heeft voorgedragen verliest, dan wordt, op vraag van die organisatie, in zijn/haar vervanging voorzien volgens dezelfde aanduidingsprocedure. Het lid, dat wordt benoemd in vervanging van een ander lid, bekleedt het mandaat van zijn voorganger (ster).

De leden, bedoeld in alinea's d en e worden aangeduid door de Executieven, die ten allen tijde tot hun vervanging kan overgaan.

§ 2. Kunnen van rechtswege, met raadgevende stem, deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie :

a) 1 vertegenwoordiger van de Minister die de politiek ten aan- zien van minder-valide personen onder zijn bevoegdheid heeft;

b) 1 vertegenwoordiger van de Minister die het bijzonder onder- wijs onder zijn bevoegdheid heeft;

c) 1 vertegenwoordiger van de Minister die de hospitaalinfra- structuur en de medisch-sociale infrastructuur onder zijn bevoegd- heid heeft;

d) 1 vertegenwoordiger van het Nationaal Fonds voor de Sociale Reclassering van minder-valide personen;

e) de voorzitter van de Communautaire Adviesraad voor minder- valide personen.

**Art. 11.** De voorzitter, twee ondervoorzitters, de secretaris en de adjunct-secretaris van de Commissie worden door de Minister benoemd onder de in artikel 10, § 1 vermelde leden.

Deze personen vormen het Bureau van de Commissie. De Commissie stelt zelf haar reglement van orde op dat ter goed- keuring aan de Minister wordt voorgelegd.

**Art. 12.** De Commissie voor Advies en Programmatie heeft tot doel :

1° aan de Minister het programma, bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 1980 tot vaststelling van een programma voor betoelaging en erkenning van inrichtingen voor minder-valide personen voor de Franse Gemeenschap, voorstellen;

2° uitmaken of de erkenning en de toekenning van principes- akkoorden met betrekking tot de bouw, de transformatie en de uitrusting van nieuwe inrichtingen voor minder-valide personen, zoals voorzien in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-validen, kunnen ingepast worden in het kader van het programma van inrichtingen voor minder-valide personen, zoals voorzien in artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 juli 1980 tot vaststelling van een programma voor betoelaging en erkenning van inrichtingen voor minder-valide personen voor de Franse Gemeenschap;

3° aan de Minister advies verstrekken over alle elementen betreffende de opname en de diensten en meer bepaald over :

- de bezettingsgraad van de instellingen en de evolutie ervan;
- de verlening, de intrekking of de wijziging van de erken- ning;

— de modaliteiten betreffende reffectatie en overgang van het personeel van de inrichtingen;

— de inrichting van de medische en de socio-pedagogische ploegen en de diensten voor plaatsing in gezinnen;

4° de Minister adviseren betreffende de klachten in verband met de werking van de inrichtingen, en de eventuele nadelige effecten van de minder-valide personen;

5° het verstrekken van advies over alle aangelegenheden in verband met hulp aan minder-valide personen en over de mid- delen om hen tegemoet te komen.

## TITEL III

### Aanvraag om tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen

#### HOOFDSTUK 1. — Modaliteiten voor het indienen van aanvragen om tegemoetkoming uit het Fonds

**Art. 13.** De aanvraag als bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, moet vóór de plaatsing of het ten laste nemen van de belanghebbende worden ingediend.

De inwilliging van een aanvraag die na de plaatsing of het ten laste nemen van de belanghebbende wordt ingediend, kan ten vroegste uitwerking hebben vanaf de tiende dag vóór die waarop de aanvraag werd ingediend.

**Art. 14.** De aanvraag wordt ingediend door de minder-valide persoon, zijn wettelijke vertegenwoordiger of de persoon die toezicht uitoefent over de minder-valide, de persoon speciaal hiertoe gemandateerd door de ouders, of de persoon die over de minder-valide persoon werkelijk toezicht uitoefent, of door de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

**Art. 15.** De aanvraag vermeldt :

1° de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, burgerlijke stand, woonplaats en nationaliteit van de minder-valide persoon, ten gunste van wie de tegemoetkoming uit het Fonds wordt aangevraagd;

2° de naam, voornamen en adres van de aanvrager;

3° het juiste voorwerp van de aanvraag;

4° voor de minder-validen die kinderbijslag genieten, de naam en het adres van het organisme dat de uitbetaling verzekert;

5° de aard en het bedrag van de inkomsten en de familiale lasten van de minder-valide personen.

De aanvraag wordt door de aanvrager ondertekend.

**Art. 16.** De plaatsing van minder-valide personen gebeurt op basis van een verslag afgeleverd door een door de Minister speciaal daartoe erkende dienst en onder controle, in voorkomend geval, van een met dit doel opgerichte of geaffekteerde administratieve dienst.

Het verslag moet een nauwkeurige beschrijving geven van de aard en de graad van de handicap, het noodzakelijke karakter van de plaatsing aantonen en een nauwkeurige verantwoording van de tussenkomsten weergeven, zich inspirerend op het belang ervan voor de minder-valide persoon.

**Art. 17.** Elke wijziging van de aard of de ernst van de handi- cap van een minder-valide persoon die optreedt na de inwerking- treding van onderhavig besluit en die aanleiding geeft tot een verandering van het type van tussenkomst, zal onderworpen worden aan de goedkeuringsprocedure en de controle zoals voor- zien in artikel 16.

**Art. 18.** De aanvraag is ontvankelijk wanneer zij vergezeld is van alle inlichtingen en alle bewijsstukken die nodig zijn voor haar afhandeling.

#### HOOFDSTUK 2

##### Beroepsprocedure tegen het besluit van de provinciegouverneur.

**Art. 19.** Het beroep als bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, vermeldt :

1° de naam, voornamen en woonplaats van de persoon voor wie de tegemoetkoming van het Fonds werd aangevraagd;

2° de naam, voornamen, hoedanigheid en woonplaats van de verzoeker;

3° de datum van het besluit van de gouverneur;

4° de tot staving van het verzoekschrift aangevoerde middelen.

Het beroep is van de handtekening van de verzoeker voorzien.

**Art. 20.** De Minister zendt het volledig dossier door aan de Adviserende Commissie als bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967. De verzoeker kan binnen de door de Commissie vastgestelde termijn kennis nemen van het dossier en een toelichtende memorie indienen.

Hij wordt door de Commissie gehoord wanneer hij daarom verzoekt en kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De Commissie stelt dag en uur vast en verwittigt de betrokkene bij een ter post aangetekende brief.

**HOOFDSTUK 3. — De herzieningsmodaliteiten van het besluit van de provinciegouverneur in geval van wijziging van de toestand van de minder-valide persoon**

**Art. 21.** De aanvraag om herziening als bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, wordt ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de toestand van de minder-valide zich wijzigde.

De herziening heeft uitwerking vanaf die datum. Ingeval de aanvraag na het verstrijken van vermelde termijn wordt ingediend, werkt de herziening ten vroegste terug tot de eerste van de derde maand vóór de dag waarop de aanvraag werd ingediend.

**Art. 22.** De aanvraag wordt, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de gouverneur van de provincie waar de minder-valide persoon zijn wettelijke woonplaats heeft. De gouverneur laat zich het volledig dossier verzenden, indien het besluit dat moet herzien worden door de gouverneur van een andere provincie werd genomen.

**Art. 23.** De aanvraag wordt ingediend door de minder-valide persoon, zijn wettelijke vertegenwoordiger of de persoon die over de minder-valide werkelijk toezicht uitoefent, de bestuurder van het home of de inrichting waar hij verblijft of de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

**Art. 24.** De aanvraag om herziening vermeldt :

1° de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte, burgerlijke stand en woonplaats van de minder-valide persoon, ten voordele van wie de tegemoetkoming uit het Fonds werd aangevraagd;

2° de naam, voornamen, hoedanigheid en adres van de aanvrager;

3° het juiste voorwerp van de aanvraag om herziening.

Zij wordt door de aanvrager ondertekend.

**Art. 25.** Bij de aanvraag om herziening worden de voor zijn afhandeling nodige bewijsstukken gevoegd.

**Art. 26.** De beschikkingen vervat in artikel 17 van het huidige besluit zijn van toepassing op de aanvraag om herziening.

**Art. 27.** De herzieningsbeslissingen zijn onderworpen aan de beschikkingen van de artikelen 5 en 7 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967.

#### TITEL IV. — Wijze van betoelaging van de instellingen voor minder-valide personen

**HOOFDSTUK 1. — Bepaling van de elementen van de forfaitaire dagprijs voor variabele lasten en van de forfaitaire dagprijs voor vaste lasten van de inrichtingen met internaat of semi-internaatstelsel voor minderjarige minder-valide personen en voor tehuizen of dagcentra voor meerderjarige minder-valide personen**

**Art. 28.** De betoelaging van elke inrichting of afdeling van een inrichting voor minder-valide personen gebeurt op basis van een forfaitaire dagprijs voor vaste lasten en op basis van een forfaitaire dagprijs voor variabele lasten conform aan de beschikkingen vervat in de bijlage bij onderhavig besluit.

Onder afdeling van een inrichting wordt verstaan een deel van een inrichting erkend voor de opvang van een categorie begunstigten waarvan de behandeling andere organisatie, uitrustingen en werkingsvoorwaarden elst dan de voorwaarden vereist voor de opvang van de andere categorie(ën) van begunstigten die in de inrichting verblijven.

De forfaitaire dagprijs voor variabele lasten wordt vastgesteld rekening houdend met vier kostencategorieën :

- 1° werkingskosten;
- 2° personeelskosten;
- 3° kosten voor het betrekken van gebouwen;

— 4° afschrijving van het meubilair en van het medisch en niet-medisch materieel.

De forfaitaire dagprijs voor variabele lasten wordt vastgesteld op grond van de personaliseerbare verblijfskosten verbonden aan de aanwezigheid van de minder-valide persoon in de inrichting. Er wordt onder andere een vergoeding voor verplaatsingskosten toegekend voor minder-valide personen die verblijven in een semi-internaat of een dagverblijf en dit volgens de door de Executieve vastgelegde modaliteiten.

**Art. 29.** Voor de berekening van de forfaitaire dagprijzen wordt er rekening gehouden met een referentiejaar of met een attributiejaar.

In de zin van onderhavig besluit wordt onder « referentiejaar » verstaan, het jaar waarvan de reële bezetting als basis dient voor de berekening van de forfaitaire dagprijs met betrekking tot de vaste lasten, onder « attributiejaar » wordt verstaan, het jaar waarvan de reële bezetting als basis dient voor de berekening van de forfaitaire dagprijs met betrekking tot de variabele lasten alsook het jaar waarin de toelagen met betrekking tot deze twee forfaitaire dagprijzen worden uitgekeerd.

**Art. 30. § 1.** Om de forfaitaire dagprijs voor vaste lasten van de jaren 1983 en 1984 te berekenen wordt het jaar 1982 als referentiejaar gebruikt. Voor de volgende attributie jaren bepaalt de Executieve het referentiejaar.

§ 2. Voor de instellingen die na 1981 van start gingen bepaalt de Executieve het referentiejaar.

**Art. 31.** De personeelskosten worden in aanmerking genomen a rato van de effectieve normen zoals vooropgezet in de tabellen I en III van onderhavig besluit :

— rekening houdend met de gemiddelde bezetting van de inrichtingen gedurende het referentiejaar;

— beperkt tot het werkvolume gepresteerd door het personeel gedurende het referentiejaar;

— rekening houdend met het behoud van het boventallig personeel bij toepassing van artikel 51 van onderhavig besluit.

Wanneer het aantal bezettingsdagen, opgetekend gedurende twee opeenvolgende jaren, voor elk van die jaren de 80 pct. van de totale capaciteit van de inrichting niet bereikt, dan wordt het volgende jaar de maximum betoelaagbare personeelsbezetting verminderd a rato van de onderhoudsdagen van het derde jaar.

#### HOOFDSTUK 2. — Wijze van berekening van de forfaitaire dagprijs met betrekking tot de vaste lasten

**Art. 32.** De forfaitaire dagprijs met betrekking tot de vaste lasten wordt bepaald door het totaal bedrag van de betoelaagbare kosten die voortspruiten uit de samenvoeging van de vier kosten-categorieën, zoals vermeld in artikel 28, te delen door het totaal aantal onderhoudsdagen voor 1982.

In geval van wijziging van de erkende capaciteit op 1 januari 1984 wordt het bedrag van de forfaitaire dagprijs met betrekking tot de vaste lasten aangepast in functie van die nieuwe capaciteit.

**Art. 33. § 1.** De personeelskosten worden berekend op basis van de maximum betoelaagbare personeelsbezetting bij toepassing van artikelen 51 tot 54 van onderhavig besluit.

§ 2. Er wordt rekening gehouden met de bezoldiging, vastgesteld conform de weddeschalen als bedoeld in tabel II van de bijlage van onderhavig besluit, en met het gemiddelde van de geldelijke anciënniteit, vastgesteld per categorie van betrekking voor iedere inrichting.

Een toeslag ten belope van 47 pct. van de bezoldiging voor de internaten en de tehuizen, van 45 pct. voor de semi-internaten en van 46 pct. voor de dagcentra wordt toegekend ten einde de bezoldigingstoelagen en de betoelaagbare werkelijke werkgeverslasten te dekken.

§ 3. Het totaal bedrag van de lonen bekomen bij toepassing van de §§ 1 en 2, berekend op basis van de index 2,5871, vormt het jaarlijks maximumbedrag voor 1984. Voor de volgende jaren stelt de Executieve de aanpassingscoëfficiënt van dit jaarlijks totaal bedrag van de lonen vast.

§ 4. Het zodoende bekomen totaal bedrag van de lonen, betreffende de maximum betoelaagbare personeelsbezetting voor een inrichting, gedeeld door het totaal aantal onderhoudsdagen van het referentiejaar, vormt het betoelaagbare dagelijks forfait van de personeelskosten.

**HOOFDSTUK 3. — Procedure van de uitkering van de toelagen**

**Art. 34. § 1.** De forfaitaire dagprijs met betrekking tot de personaliseerbare bedrijfskosten, wordt uitgekeerd op basis van een maandelijks staat van de aanwezigheidsdagen van de begunstigten van het Fonds.

§ 2. Deze staat moet aan de administratie worden bezorgd ten laatste de tiende werkdag van de maand die volgt op de maand waarop het document betrekking heeft.

Deze staat maakt melding van :

- de naam en voornamen van de begunstigten;
- de oorsprong van de plaatsing;
- de aanwezigheidsdagen;
- het bedrag van het door de minder-valide personen of hun rechthebbenden bij te dragen deel, bij toepassing van het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 tot vaststelling van de bijdrage van de minder-valide personen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen worden geplaatst.

§ 3. De toelagen betreffende de forfaitaire dagprijs voor variabele lasten worden aan de inrichtingen uitgekeerd binnen de twee maanden die volgen op de ontvangst van voornoemd document.

**Art. 35. § 1.** De dagprijs betreffende de vaste lasten wordt vermenigvuldigd met het aantal onderhoudsdagen van de begunstigten van het Fonds vastgesteld gedurende de loop van het referentiejaar. Bij wijziging van de erkende capaciteit gedurende het attributiejaar, wordt het aantal in aanmerking te nemen dagen aangepast in functie van de nieuwe capaciteit.

§ 2. Dit bedrag wordt forfaitair uitgekeerd a rato van een twaalfde per maand, met aftrek van het bedrag van de weerhouden bijdragen.

Het bedrag van de weerhouden bijdragen wordt in functie van de aanwezigheidsdagen vastgesteld op basis van de staat vermeld in artikel 34, § 2.

§ 3. De Minister bepaalt de modaliteiten waaronder het Fonds kan verhelpen aan de onmogelijkheid om op de minder-valide persoon dat deel van de bijdrage te verhalen dat hem/haar ten laste komt. Deze situatie dient behoorlijk te worden verantwoord.

**Art. 36.** In de zin van het onderhavig besluit wordt onder « aanwezigheidsdag in de inrichting » verstaan : elke dag gedurende dewelke de begunstigde aanwezig is in de inrichting die hem gedurende ten minste twaalf uren opvangt, voor inrichtingen van het internaatstelsel, of gedurende zes uren voor inrichtingen van het semi-internaatstelsel.

In de zin van het onderhavig besluit wordt onder « onderhoudsdag » verstaan : elke dag ten laste van het Fonds.

**HOOFDSTUK 4. — Diensten voor plaatsing in gezinnen**

**Art. 37. § 1.** De diensten voor plaatsing in gezinnen, erkend door het Fonds, kunnen, per dag en per begunstigde, de aan de opvanggezinnen te betalen dagprijs alsook een vergoeding voor hun personeels- en werkingskosten bekomen.

§ 2. De aan de opvanggezinnen effectief te betalen dagprijs wordt vastgesteld, per begunstigde, conform de beschikkingen van hoofdstuk III van de bijlage van onderhavig besluit.

§ 3. De werkingskosten van de dienst geven aanleiding tot het uitkeren van een forfaitaire dagelijkse vergoeding van 35 frank per begunstigde, waaronder met name vervat zijn alle verplaatsings- en verblijfskosten van het personeel.

§ 4. De personeelskosten omvatten de volgens de beschikkingen van hoofdstuk I van de bijlage van onderhavig besluit tot vaststelling van de wijze van betoelaging van de instellingen voor minder-valide personen berekende bezoldigingen.

Zij worden vastgesteld conform het effectief dat resulteert uit de in hoofdstuk III van voornoemde bijlage voorziene normen.

**HOOFDSTUK 5. — Uitzonderlijke prestaties niet gedekt door de forfaitaire dagprijs****A. Prestaties in het kader van de gezondheidszorg.**

**Art. 38.** De kostprijs van de farmaceutische specialiteiten, vereist voor een bijzondere langdurige behandeling kan, mits machtiging van het Fonds, buiten de dagprijs worden terugbetaald, en dit volgens de basistarieven vastgesteld door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met aftrek van de terugbetaling die gedaan wordt door het verzekerd organisme.

**Art. 39. § 1.** Behalve in dringende gevallen worden de speciale onderzoeken, het verblijf in verzorgingsinstellingen, chirurgische interventies en het gebruik van osteosynthetisch materiaal, onderworpen aan de voorafgaande machtiging van het Fonds.

Deze kosten worden door het Fonds terugbetaald ten belope van :

a) de forfaitaire dagprijs bepaald bij toepassing van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen;

b) de prijs die voorkomt op het basistarief van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Voor de begunstigten die in een opvanggezin werden geplaatst betaalt het Fonds alleszins, met aftrek van de uitkering van de ziekteverzekering weliswaar, de reële verplegingskosten terug.

§ 2. In uitzonderlijke gevallen kunnen begunstigten van het Fonds genieten van functionele readaptatieprestaties, hetzij door toedoen van de centra voor functionele readaptatie, hetzij door toedoen van medisch of paramedisch personeel als bedoeld door de wet van 16 april 1963 betreffende het Nationaal Fonds voor sociale reclassering van minder-valide personen.

Zij worden aan de voorafgaande machtiging van het voornoemde Fonds onderworpen.

De kostprijs van die prestaties wordt door het Fonds terugbetaald onder de voorwaarden en a rato van de prijs vastgesteld door het Nationaal Fonds voor sociale reclassering van minder-valide personen.

**Art. 40. § 1.** Het Fonds kan orthopedische en akoestische prothesen en rolstoelen terugbetalen na gunstig advies van de dienst voor prothesen.

De herstellingskosten kunnen, mits voorlegging van de faktuur, ten laste worden genomen door het Fonds.

§ 2. Tandprothesen, brillen en andere oogprothesen kunnen door het Fonds worden terugbetaald volgens de vigerende basistarieven vastgesteld door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De herstellingskosten kunnen eveneens, mits voorlegging van de faktuur, worden ten laste genomen.

§ 3. De kostprijs voor tandverzorging, zowel bewarend als herstellend, kan worden terugbetaald door het Fonds a rato van de prijs die als basis fungeert voor de terugbetaling van prestaties in het domein van de gezondheidszorg die aanleiding geven tot een tussenkomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

**B. Verplaatsingskosten in het internaatstelsel.**

**Art. 41. § 1.** Het Fonds betaalt de verplaatsingskosten van zijn begunstigten en van de personen die hem begeleiden terug indien ze zich niet alleen kunnen verplaatsen, wanneer ze zich naar een instelling of tehuis dienen te begeven of wanneer ze dienen verzorgd te worden buiten de inrichting.

De terugbetaling geschiedt a rato van de reële uitgaven en na voorlegging van een echt en waar verklaard certificaat, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager.

§ 2. In het geval van het gebruik van een voertuig door de minder-valide persoon voor de verplaatsingen als bedoeld in § 1 en eventueel het gebruik van een voertuig door een begeleidend persoon, worden de verplaatsingskosten door het Fonds terugbetaald op basis van de fiscale kracht van het voertuig (beperkt tot 11 pk) en op basis van de tarieven voorzien door de Staat en van toepassing op de verplaatsing van personen die niet tot zijn personeel behoren.

**HOOFDSTUK 6. — Vakantie- en verlofregeling**

**Art. 42.** De erkende instellingen kunnen, buiten hun eigen verblijven, en onder hun verantwoordelijkheid, vakantieverblijven voor begunstigten van het Fonds organiseren.

Het programma van deze vakanties wordt aan het Fonds medegedeeld ten minste één maand vóór de aanvang ervan.

**Art. 43.** De forfaitaire dagprijs voor variabele lasten, toegekend aan de instelling, wordt verhoogd met het bedrag voortspruitend uit bijkomende behoorlijk bewezen kosten, te wijten aan vakantieverblijven, met een maximum van 100 F per dag en dertig dagen per jaar.

De dertig vakantiedagen kunnen worden gespreid over drie perioden waarvan er zich één dient te situeren gedurende de maanden juli en augustus.

De verplaatsingskosten die in aanmerking kunnen worden genomen ter gelegenheid van de vakanties worden beperkt tot het niveau van de binnenlandse verplaatsingskosten.



**Art. 44.** Het is de begunstigen van het Fonds toegestaan, voor zover hun toestand het hen toelaat, naar hun familie terug te keren of te verblijven bij de personen die instaan voor hun opvang gedurende de schoolvakanties, de week-ends en de wettelijke feestdagen.

**Art. 45.** De vakantie- en verlofregeling is niet van toepassing op de tehuizen van kort verblijf.

#### HOOFDSTUK 7. — Gemeenschappelijke beschikkingen

**Art. 46.** Het totaal van de bijdragen, voortspruitend uit de beschikkingen van onderhavig besluit, wordt eventueel verminderd om redenen van andere toelagen die door de openbare macht of door werken, die door de openbare macht worden betoelaagd, worden uitgekeerd aan de instelling.

Er wordt rekening gehouden met voornoemde toelagen in de mate dat zij worden toegekend om uitgaven te dekken die in aanmerking komen voor het vaststellen van de dagprijs.

**Art. 47.** De wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, tegemoetkomingen en toelagen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid van de arbeiders zelf, alsook de verplichtingen op sociaal gebied, opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 11 van 26 februari 1982 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen van de regelen betreffende de koppeling van de wedden en de bezoldigingen aan het indexcijfer der consumptieprijzen en door het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen tot matiging van de bezoldigingen, is van toepassing op deze bedragen als bedoeld in onderhavig besluit, met uitzondering van de uitgaven voor wedden en lonen, waarop de wet van 1 maart 1977, tot instelling van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen van sommige uitgaven van de openbare sector, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 houdende wijziging van de wet van 1 maart 1977 tot instelling van een stelsel van koppeling van bepaalde openbare uitgaven aan het indexcijfer der consumptieprijzen, van toepassing is.

**Art. 48.** De Minister gaat onmiddellijk over tot de rectificatie en recuperatie van de toelagen die ten gevolge van onderhavig besluit, maar op grond van onjuiste of niet-verantwoorde uitgaven, werden uitgekeerd.

#### HOOFDSTUK 8

*Boekhoudkundige voorschriften van toepassing op de instellingen als bedoeld in onderhavig besluit*

**Art. 49. § 1.** De instellingen erkend volgens hoofdstuk 1, titel I van onderhavig besluit houden een boekhouding conform tabel V en dit vanaf de dag van hun erkenning.

§ 2. De aanvangsbalans van iedere inrichting wordt aan de Minister voorgelegd binnen de zes maanden na de publicatie van het uittreksel van hun erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

#### TITEL V. — Overgangsbepalingen

##### HOOFDSTUK 1

*Vaststelling van de op 1 januari 1984 erkende capaciteit*

**Art. 50. § 1.** De voor een capaciteit die de 40 bedden of plaatsen niet overschrijdt op 31 december 1982 erkende instellingen worden op 1 januari 1984 erkend voor een gelijkaardige capaciteit aan de gemiddelde bezetting van het burgerlijk jaar 1982, vermeerderd met 10 pct.

De voor een capaciteit die gelijk is aan 40 bedden of plaatsen, of ze overschrijdt, op 31 december 1982 erkende inrichtingen worden op 1 januari 1984 erkend voor een gelijkaardige capaciteit aan de gemiddelde bezetting van het burgerlijk jaar 1982, vermeerderd met 5 pct.

§ 2. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op :

- de semi-internaten voor licht verstandelijk of karaktergestoorde minder-valide kinderen;
- de inrichtingen waarvan de vastgestelde bezettingsgraad gedurende het jaar 1982 onder de 55 pct. van hun erkende capaciteit bleef.

In bedoelde gevallen wordt de capaciteit van de instellingen geregeld op 1 januari 1984 op basis van hun reëel gemiddelde bezettingsgraad, vastgesteld gedurende het burgerlijk jaar 1982.

§ 3. De instellingen waarvan de bezettingsgraad, vastgesteld gedurende het jaar 1982, schommelt tussen de 35 en 100 pct. van hun erkende capaciteit, behouden hun vroegere capaciteit.

§ 4. In geen enkel geval mag de capaciteit die erkend wordt op 1 januari 1984 bij toepassing van §§ 1 en 2 groter zijn dan de op 31 december 1982 erkende capaciteit.

§ 5. De nieuwe instellingen die erkend worden gedurende 1983 en 1984 genieten van een probatietoelagen ten belope van een volledig burgerlijk jaar.

#### HOOFDSTUK 2. — Bepaling van het betoelaagbaar personeelsbestand voor de vaststelling van de forfaitaire dagprijs voor het jaar 1984

**Art. 51.** De instellingen waarvan de erkenning dateert van vóór 1 januari 1982 worden aan de volgende bepalingen onderworpen :

§ 1. De tenlasteneming van de forfaitaire dagprijs van de personeelskosten voor 1984 van de inrichtingen als hierboven bedoeld, wordt beperkt tot de toelaatbare personeelsbezetting op basis van de gemiddelde bezettingsgraad van het referentiejaar.

§ 2. Door afwijking van de bepalingen van § 1 en binnen de grenzen van de begrotingskredieten, kan overtalig personeel worden ten laste genomen van de forfaitaire dagprijs betreffende de personeelskosten :

a) voor de internaten die, bij toepassing van het in § 1 gedefinieerde principe, minder dan 3 boventallige personeelseenheden tellen in vergelijking met het toelaatbaar personeelsbestand a rato van het surnumerair personeel;

b) voor de internaten die, bij toepassing van het in § 1 gedefinieerde principe, 3 of meer boventallige personeelsleden tellen in vergelijking met de toelaatbare personeelsbezetting a rato van een derde van het surnumerair personeel;

c) voor de tehuizen voor volwassenen en dagcentra die, bij toepassing van het in § 1 gedefinieerde principe, boventalig personeel hebben a rato van de integraliteit van hun surnumerair personeel;

d) de bepalingen voorzien in de punten a, b en c zijn van toepassing op de instellingen waarvan de, gedurende het referentiejaar, gemiddelde bezettingsgraad hoger is dan 55 pct. van de erkende capaciteit.

§ 3. Evenwel mag de personeelsbezetting die in aanmerking komt voor de vaststelling van de forfaitaire dagprijs voor 1984 niet hoger zijn dan de maximum toelaatbare personeelsbezetting op basis van de op 1 januari 1984 erkende capaciteit van de instelling.

**Art. 52.** De instellingen waarvan de erkenning van na 31 december 1981 en van vóór 1 januari 1983 dateert, worden aan de volgende bepalingen onderworpen :

— de bepalingen vervat in artikel 51 zijn van toepassing. Evenwel strekt de referentieperiode, die in aanmerking wordt genomen voor het vaststellen van de gemiddelde bezettingsgraad van deze instellingen, bestemd om de maximum toelaatbare personeelsbezetting voor de berekening van de forfaitaire dagprijs voor het jaar 1984 te bepalen, zich uit over de periode van 1 januari 1983 tot 31 oktober 1983.

**Art. 53.** De instellingen waarvan de erkenning dateert van na 31 december 1981 en van vóór 1 november 1983 worden aan de volgende bepalingen onderworpen :

— de bepalingen vervat in artikel 51 zijn van toepassing. Evenwel wordt de referentieperiode, die in aanmerking wordt genomen voor het vaststellen van de maximum toelaatbare personeelsbezetting in het kader van de vaststelling van de forfaitaire dagprijs van 1984, beperkt tot de situatie zoals die werd vastgesteld op 31 oktober 1983.

**Art. 54.** De instellingen waarvan de erkenning dateert van na 1 november 1983 worden aan de volgende bepalingen onderworpen :

— de bepalingen vervat in artikel 51 zijn van toepassing. Evenwel zullen de administratieve diensten van het Fonds, voor de hierboven bedoelde instellingen, gedurende de maand die volgt op hun inwerkingtreding, overgaan tot de regeling van een eerste voorlopige forfaitaire dagprijs.

De prijs wordt vastgesteld, conform de bepalingen van artikel 28 van onderhavig besluit, op basis van veranderstelde uitgaven die worden opgegeven door de betrokken instelling rekening houdend met :

- de erkende capaciteit van de instelling,
- de reële of veronderstelde bezettingsgraad gedurende het burgerlijk jaar waarvoor een eerste voorlopige prijs wordt berekend,
- het reeds aangeworven personeel, rekening houdend met de reële bezetting en de maximum toelaatbare bezetting zoals ze worden gedefinieerd in de tabellen I en II van de bijlage van onderhavig besluit.

Art. 55. Uitzonderlijk kan de Minister evenwel een afwijking van het bepaalde in artikelen 50 tot 54 toestaan en dit in gevallen waarin deze bepalingen de wettelijke belangen van de minder-valide personen ernstig zouden schaden of in het gedrang brengen. In dergelijke gevallen verbinden de betrokken instellingen zich ertoe, door middel van een overeenkomst, zich te houden aan de door de Minister vastgestelde maatregelen betreffende het personeel en/of de capaciteit.

### HOOFDSTUK 3

#### *Aanwervingsstop van personeel voor de instellingen*

Art. 56. De maximum toelaatbare personeelsbezetting is voor elke inrichting afzonderlijk gelimiteerd volgens het bepaalde in de artikelen 51 tot 54 en dit voor de duur van twee jaar lopende vanaf de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Art. 57. § 1. De Franse gemeenschap neemt de bezoldigingen betreffende de betrekkingen waarvoor, bij toepassing van artikel 56, een vooropzeg werd gegeven, ten laste en dit vanaf de inwerkingtreding van onderhavig besluit tot aan de afloop van voornoemde vooropzegtermijnen.

§ 2. De periode van vooropzeg moet ingaan ten laatste de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin onderhavig besluit in werking treedt.

De duur van de in aanmerking genomen vooropzeg komt overeen met de vereiste opzegtermijn voor de laatst aangeworven personeelsleden van de instelling.

De gedekte periode mag niet langer zijn dan zes maanden.

Art. 58. De instellingen zijn gehouden, binnen de maand die volgt op de maand waarin de vooropzegtermijnen een aanvang namen, aan de Minister de lijst van de, bij toepassing van artikel 56, ontslagen personeelsleden, over te maken alsook een lijst van het personeel dat weerhouden wordt.

Art. 59. § 1. De instelling maakt, bij toepassing van het bepaalde in de artikelen 51 tot 54, aan de Minister melding van iedere vacature van betoelaagbare betrekkingen.

De instellingen maken ook melding, in voorkomend geval, van hun voornemen om in de tewerkstelling te voorzien of hun voornemen om over te gaan tot de aanwerving van personeel binnen de grenzen vastgesteld door artikel 54.

§ 2. De machtiging om tot tewerkstelling of aanwerving over te gaan wordt door de Minister toegestaan binnen de grenzen vastgesteld door artikel 56.

§ 3. De Minister kan evenwel weigeren zijn machtiging te verlenen wanneer de aanvraag om te voorzien in een vacante betrekking uitgaat van een instelling waarop artikel 51, § 2, a, b, c, van toepassing is en rekening houdend met het aantal boventallige betrekkingen.

Art. 60. De Commissie voor Advies en Programmatie wordt op de hoogte gehouden van de evolutie van de tewerkstelling in de instellingen die ressorteren onder onderhavig besluit.

### HOOFDSTUK 4. — *Aftek van het bijdragedeel*

Art. 61. In afwijking van artikel 34, § 2 van onderhavig besluit wordt het bedrag van het bijdragedeel van de minder-valide personen als volgt vastgesteld voor de maand januari 1984 :

- internaten : 300 frank per aanwezigheidsdag.
- semi-internaten : 100 frank per aanwezigheidsdag.
- tehuizen : 600 frank per-aanwezigheidsdag.
- dagcentra : 170 frank per aanwezigheidsdag.

Vanaf de daaropvolgende maand worden deze bedragen aangepast aan deze die, in uitvoering van het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 tot vaststelling van het bijdragedeel van minder-valide personen, ten laste geplaatst van het Fonds voor

medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-valide personen, werden vastgesteld.

Art. 62. Bij toepassing van artikel 35, § 2 wordt voor de maanden januari en februari 1984 het aantal in aanmerking te nemen aanwezigheidsdagen vastgesteld op basis van het gemiddelde aantal aanwezigheidsdagen per maand gedurende het eerste trimester van 1983.

### TITEL VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 63. De volgende besluiten worden, voor de Franse Gemeenschap, opgeheven op datum van de inwerkingtreding van onderhavig besluit :

— het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 betreffende het onderzoek van de aanvragen om tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van nadere regels voor het indienen van de aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 20 oktober 1969 ter vaststelling van de nadere regels toepasselijk op het beroep, ingesteld tegen het besluit van een provinciegouverneur over de aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

— de artikelen 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 van het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 25 januari 1971 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de tehuizen van kort verblijf ten behoeve van gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarige en van gehandicapten, geplaatst ten laste van openbare besturen, gewijzigd of aangevuld bij de koninklijke besluiten van 17 december 1973, 10 april 1974, 21 november 1974, 7 juli 1975, 20 juli 1976, 17 augustus 1976, 26 oktober 1976, 6 december 1976, 18 april 1977, 10 maart 1978, 12 juni 1978 en 27 februari 1978, evenals zijn bijlagen;

— het koninklijk besluit van 2 juli 1973 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van dagcentra voor meerderjarige niet-werkende gehandicapten, evenals zijn bijlage;

— het koninklijk besluit van 12 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de centra voor observatie, oriëntering en medische, psychologische en pedagogische behandeling voor gehandicapten evenals van de te volgen bijzondere regels voor de vaststelling van de toelagen per dag, toegekend voor het onderhoud, de opvoeding en de behandeling van gehandicapten die er geplaatst zijn ten laste van de openbare besturen evenals zijn bijlage;

— de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9 van het koninklijk besluit van 11 juli 1980 tot vaststelling van een stelsel van beoelaging en erkenning van inrichtingen ten behoeve van gehandicapten van de Franse Gemeenschap;

— het ministerieel besluit van 7 oktober 1969 tot vaststelling van nadere regels toepasselijk op de herziening als bedoeld in art. 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, gewijzigd of aangevuld bij het koninklijk besluit van 14 januari 1975;

— het ministerieel besluit van 24 april 1973 tot bepaling, wat betreft het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, van de te volgen bijzondere regels voor de vaststelling van de toelagen per dag, toegekend voor het onderhoud en de behandeling van gehandicapten, geplaatst ten laste van de openbare besturen, gewijzigd of aangevuld bij ministeriële besluiten van 11 april 1974, 22 november 1974, 30 april 1975, 13 december 1975, 31 maart 1976, 3 mei 1976, 9 september 1976, 20 april 1977, 9 mei 1977, 11 maart 1978, 14 juni 1978 en 29 juli 1981, evenals de bijlagen;

— het ministerieel besluit van 18 juni 1975 tot bepaling van de te volgen regels tot de vaststelling van het bedrag van de tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg van gehandicapten in de kosten voor onderhoud, opvoeding en behandeling van gehandicapten die geplaatst zijn in inrichtingen die onder het stelsel van het semi-internaat werken, gewijzigd of aangevuld bij de ministeriële besluiten van 23 september 1975, 30 april 1976, 19 oktober 1976, 25 maart 1977, 9 mei 1977, 11 maart 1978, 14 juni 1978, 6 maart 1980, 29 juli 1981, evenals de bijlagen;

— het ministerieel besluit van 5 maart 1980 houdende vaststelling van de samenstellings-elementen en de toekenningmodaliteiten van de provisionele dagprijs voorzien in artikel 23bis van het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag, toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen en van gehandicapten geplaatst ten laste van openbare besturen.

## TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 64. Het onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Art. 65. De Minister die de politiek ten aanzien van minder-valide personen onder zijn bevoegdheid heeft wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 22 december 1983.

Voor de Executieven van de Franse Gemeenschap  
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Aangelegenheden,

Ph. MONFILS

Bijlage houdende vaststelling van de wijze van betoelaging  
van de instellingen voor minder-valide personen

HOOFDSTUK I. — Vaststelling van de dagprijs-elementen voor variabele lasten en van de dagprijs-elementen voor vaste lasten voor de inrichtingen met een internaatstelsel voor minderjarige minder-valide personen en tehuizen voor meerderjarige minder-valide personen

Afdeling 1. — Personaliseerbare verblijfskosten

1. De personaliseerbare verblijfskosten worden vastgesteld per dag aanwezigheid in de inrichting gedurende het attributiejaar. Zij worden vastgesteld als volgt:

Rubrieken :	Begunstigden			
	van 0 tot 3 jaar	van 3 tot 12 jaar	van 12 jaar en meer	van + dan 12 jaar werk- nemers (2)
Voeding				
- inrichtingen met minder dan 30 bedden (1)	42,00	42,00	52,00	59,50
- inrichtingen met 30 bedden en meer (1)	37,00	37,00	47,00	54,50
Kleding	5,00	13,00	16,00	16,00
Was	7,00	7,00	7,00	7,00
Herstellen van schoenen	-	0,50	0,50	0,50
Gewone farmaceutische kosten	0,50	0,50	0,50	0,50
Toiletbenodigdheden en kapper	2,00	2,00	2,00	2,00
Educatieve activiteiten	1,00	5,00	7,00	7,00
Eredienst of lekenmoraal	-	1,00	1,00	1,00
Diversen (3)	6,00	6,00	6,00	6,00
<b>Totalen</b>				
inrichtingen met minder dan 30 bedden erkend	63,50 F.	77,00 F.	92,00 F.	99,50 F.
inrichtingen met 30 bedden en meer erkend	58,50 F.	72,00 F.	87,00 F.	94,50 F.

(1) bedden : plaatsingscapaciteit

(2) alleen voor werknemers die hun activiteit uitoefenen buitenhuis en een hoofdmaaltijd gebruiken op de plaats van het werk.

(3) de bedragen vermeld in de rubriek "Diversen" moeten ingeschreven worden op de aard van uitgaven vermeld in de andere rubrieken van betoelaagbare gepersonaliseerde verblijfskosten

(4) deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 114,20

2. De bedragen vastgesteld onder de rubriek « farmaceutische kosten » dekken het gebruik van gewone geneesmiddelen, 't is te zeggen de producten gebruikt om lichte aandoeningen en kwetsuren van korte duur te genezen.

Supplementen bij farmaceutische kosten kunnen apart worden toegekend, als gezondheidszorgen die niet gedekt zijn door de

dagprijs onder de voorwaarden vastgesteld door artikel 36 van onderhavig besluit.

#### Afdeling 2. — Werkingskosten

De werkingskosten worden toegekend in functie van het aantal onderhoudsdagen der begunstigen gedurende het referentiejaar.

Zij worden als volgt vastgesteld :

Rubrieken :	Begunstigen		
	van 0 tot 3 jaar	van 3 tot 12 jaar	van 12 jaar en +
Beddegoed	2	1,5	1,5
Linnen	0,5	0,5	0,5
Verzekeringen	3	3	3
Onderhouds- en schoonmaak- produkten	0,8	0,8	0,8
Onderhoud van lokalen	5	5	5
Water-gas-electriciteit-brandstof	21	21	21
Kantoorkosten	4	4	7
Verplaatsingskosten personeel	1,5	1,5	1,5
Diversen-	8,2	8,2	8,2
<b>Totalen</b>	<b>46 F.</b>	<b>45,5 F.</b>	<b>48,5 F.</b>

(1) deze bedragen zijn gekoppeld van de spilindex 114,20

#### Afdeling 3. — Personeelskosten

1. § 1. De personeelskosten omvatten de bezoldiging berekend volgens de in tabel II van onderhavige bijlage vermelde weddeschalen alsook de wettelijke patronale lasten en de bijkomende vergoedingen die beperkend voorzien zijn in § 2 met uitzondering van de andere voordelen in natura en van alle andere bijkomende vergoedingen.

§ 2. De wettelijke patronale lasten en de bijkomende vergoedingen worden gezamenlijk en forfaitair vastgesteld, voor de internaten en de tehuizen op 47 pct. van de brutobezoldiging berekend volgens de weddeschaal vervat in tabel II van onderhavige bijlage.

§ 3. De bijkomende vergoedingen als bedoeld in § 2 bevatten uitsluitend :

1. een speciale jaarlijkse toelage met een maximum bedrag van 9 600 frank, niet gekoppeld aan de schommelingen aan het indexcijfer van de consumptieprijs, betaalbaar bij maandelijkse schijven van maximum 800 frank, toegestaan aan de personeelsleden hierna opgesomd. De personeelsleden die deeltijdse prestaties leveren genieten deze toelage in verhouding tot de duur van de geleverde prestaties en rekening houdende met de normen van het betoelaagbaar personeel.

##### a) Opvoedend personeel :

- opvoeder groepschef;
- hoofdopvoeder;
- opvoeder klasse 1;
- opvoeder klasse 2A;
- opvoeder klasse 2B;
- opvoeder klasse 3.

##### b) Administratief en onderhoudspersoneel :

- klerk;
- klerk-stenodactylograaf;
- opsteller;
- econoom;
- boekhouder klasse 1;
- boekhouder klasse 2;
- kopiist A2;
- technicus in electronica A2;
- kopiist A3;
- technicus in electronica A3;
- technicus (voor het nazicht van de apparaten);
- klinisch laboratoriumhulp;
- werkmans 1e categorie;
- werkmans 2e categorie;
- werkmans 3e categorie;
- werkmans 4e categorie;
- werkmans 5e categorie.

##### c) bijzondere functies :

- kinderverzorgster;
- ziekenoppasser;
- sanitaire en familiale hulp.

De personeelsleden die deeltijdse prestaties leveren genieten proportioneel van deze speciale vergoeding naar rato van de geleverde prestaties en rekening houdend met de normen van het betoelaagbaar personeel.

2. Een weddesupplement van 50 pct. op basis van het betoelaagbaar uurloon, toegestaan tot hoogstens 11 uren per zondag, voor

de op zondag geleverde prestaties door de personeelsleden hieronder vermeld :

a) Opvoedend personeel :

- opvoeder groepschef;
- hoofdopvoeder;
- opvoeder klasse 1;
- opvoeder klasse 2;
- opvoeder klasse 2B;
- opvoeder klasse 3.

b) Onderhoudspersoneel :

- werkmán 1e categorie;
- werkmán 2e categorie;
- werkmán 3e categorie;
- werkmán 4e categorie;
- werkmán 5e categorie.

c) Bijzondere functies :

- sociaal assistent(e);
- gegradueerd verpleger(ster);
- gebrevetteerd verpleger(ster);
- kinderverzorgster;
- ziekenoppasser;
- familiale en sanitaire hulp.

De maximum der in aanmerking genomen prestaties per zondag is beperkt tot 16 uren rekening houdend met het zondagstelsel van toepassing vastgesteld in functie van het op de bewuste dag aanwezig aantal minder-valide personen.

De inrichtingen die minder-valide personen herbergen die ononderbroken toezicht vergen kunnen bij de Minister een aanvraag om afwijking indienen met het oog op het bestaan van een zondagstelsel van 24 uren.

3. Een vergoeding voor onregelmatige prestaties gedurende de nacht toegekend aan de gegradueerde en gebrevetteerde verplegers(sters). Het bedrag van deze vergoeding is vastgesteld op 20 pct. van het uurloon maar het maandelijks totaal mag geen 10 pct. van het salaris van belanghebbenden te boven gaan.

4. Een speciale forfaitaire dagvergoeding van 500 frank niet gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijsen, betaald aan de begeleidende personeelsleden tot dekking van hun werkelijke bijkomende lasten, gedurende de vakantieverblijven door de inrichtingen zelf georganiseerd en die reedt geven op de begrensde terugbetaling van de gemaakte kosten.

Met uitzondering van de eerste en de laatste vakantiedag zal deze vergoeding slechts kunnen toegestaan worden voor iedere periode van 24 uren aanwezigheid per dag in het vakantiecentrum.

De toekenning van deze speciale forfaitaire dagvergoeding is beperkt tot maximum dertig dagen per begeleider.

§ 4. De patronale lasten met betrekking tot het personeel der instellingen afhankelijk van de gedecentraliseerde openbare besturen worden vastgesteld op basis van de werkelijk gekweten lasten in functie van de brutobezoldigingen berekend volgens de weddeschaal overgenomen in tabel I van onderhavige bijlage.

2. De kosten van de overuren door de opvoeders gepresteerd mogen ten laste genomen worden door de dagprijs op voorwaarde dat de totale last der uitgaven van het opvoedend personeel niet deze te boven gaat die de bezoldiging vertegenwoordigt van het maximum effectief voorzien voor deze categorie van personeel in de bijlagen van onderhavig besluit. De bezoldiging van deze prestaties is berekend op basis van het begin-berema toegekend aan de opvoeder van klasse 3 en van de beschikkingen die terzake van toepassing zijn op het staatspersoneel.

3. Wanneer het totaal van het toelaatbaar personeelsbestand in functie van de normen niet is gebezigd om reden van het feit dat prestaties geleverd worden door private firma's of door gekwalificeerde personen die niet tot het personeel van de inrichting behoren, mogen de kosten die uit deze prestaties voortvloeien geïntegreerd worden in de onderhoudsdagprijs volgens de volgende beschikkingen :

a) de prestaties geleverd door private firma's of door gekwalificeerde personen mogen slechts betrekking hebben op volgende activiteiten :

- sociaal secretariaat;
- boekhouding;
- was;
- maaktijdenbereiding;
- onderhoud van de lokalen;

b) het aantal niet aangeworven personeelsleden dat in aanmerking mag genomen worden voor de tenlasteneming van bovenvermelde kosten mag de 40 pct. niet overschrijden van het totaal van het voorziene effectief in iedere categorie van functies in het kader waarvan de activiteiten onder a) hierboven zijn uitgevoerd;

c) indien het aantal niet aangeworven personeelsleden de 40 pct. niet bereikt van het effectief zoals het onder a) hierboven is bepaald, zal de maximale tenlasteneming naar verhouding worden vermindert;

d) de kostprijs van de prestaties verricht door de private firma's of de gekwalificeerde personen, moet verrechtvaardigd worden door wettelijk opgestelde facturen en bewijsstukken en bovendien betrekking hebben op elementen die in de samenstelling van de dagprijs voorkomen;

e) voor de tenlasteneming van de kosten is de theoretische toegekende bezoldiging aan elke niet aangeworven personeels-eenheid deze van de beginloopbaan van de laagste categorie van de betrokken functie.

4. Voor het bepalen van de geldelijke anciënniteit, komen alleen in aanmerking de voltijdse arbeidsprestaties die effectief werden verricht in inrichtingen erkend uit hoofde van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-validen alsook in inrichtingen erkend in toepassing van artikelen 66 en 67 van de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming.

Deze diensten komen slechts in aanmerking vanaf de datum waarop een personeelslid de ouderdom bereikt, vastgesteld in tabel IV van onderhavige bijlage en op voorwaarde dat het personeelslid destijds houder was van het vereiste diploma voor het uitoefenen van deze functie.

De personeelsleden die, vóór 1 januari 1984, aangeworven zijn in de inrichtingen en instellingen zoals bedoeld in de eerste alinea, behouden het genot van de geldelijke anciënniteit die hen officieel werd erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-validen of door de Dienst voor de jeugdbescherming.

Voor zover zij voldoen aan de leeftijds- en diplomavorwaarden zoals bedoeld onder alinea 4, kunnen ze personeelsleden die deeltijdse prestaties verrichten, naar rato van het volume uitgevoerde prestaties, genieten van de verhogingen van bezoldiging die hun toekomen om reden van hun verworven anciënniteit in de inrichtingen of instellingen bedoeld in alinea 1.

Ingeval een persoon verschillende deeltijdse functies uitoefent ten laste van de openbare macht is hun tenlasteneming door de dagprijs beperkt tot de duur van een volledig uurrooster.

Het bewijs van de geleverde prestaties, door de belanghebbenden naar voor te brengen, bestaat uit de gedane stortingen bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas. Ieder ander bewijsdocument zal door de bevoegde diensten kunnen geëist worden.

5. § 1. De helft van de erkende anciënniteit overeenkomstig het voorgaand artikel wordt gevaloriseerd voor ieder personeelslid benoemd of bevorderd in een directiegraad.

Voor ieder personeelslid dat benoemd is in een directiegraad, mag de bezoldiging niet kleiner zijn dan deze die betrekking heeft op de functie waarop zijn diploma recht geeft in de inrichting die hem tewerkstelt.

Voor ieder personeelslid dat bevorderd is in een directiegraad, mag de valorisatie van zijn anciënniteit geen vermindering van bezoldiging met zich brengen.

§ 2. Het personeelslid dat bevorderd is in een andere graad, in dezelfde inrichting, behoudt het geheel van de geldelijke anciënniteit welke hem werden toegekend op basis van de criteria vastgesteld onder punt 4 van de afdeling 3 van Hoofdstuk I van onderhavige bijlage.

Evenzo, in geval van verandering van functie in de schoot van dezelfde inrichting, mag de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd worden overeenkomstig de bepalingen van punt 4 van de afdeling 3, Hoofdstuk I van onderhavige bijlage.

§ 3. Het personeelslid dat, vanaf de datum van inwerking treden van onderhavig besluit, een activiteit uitoefent in een andere inrichting dan deze waarin hij eerder werd aangeworven, behoudt slechts de voorafgaande erkende geldelijke anciënniteit voor zover dat de uitgeoefende functies in de nieuwe inrichting soortgelijk zijn aan deze die voorheen werden uitgeoefend.

6. Van de werkelijke uitgaven worden afgetrokken :

1° de bezoldigingen uitgekeerd aan de op pensioen gestelde personeelsleden die een niet toegelaten beroepsactiviteit uitoefenen uit hoofde van de wetgeving inzake pensioenen;

2° de bezoldigingen uitgekeerd aan personeelsleden in bovental op het effectief van elk der categorieën functies zoals blijkt uit de toepassing van de normen vastgesteld in tabellen I en III van onderhavige bijlage;

3° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke patronale lasten die de bedragen te boven gaan zoals blijkt uit de toepassing van de weddeschalen die mogen in aanmerking genomen worden in de berekening van de forfaitaire dagprijs;

4° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke patronale lasten die de bedragen te boven gaan die ten taste genomen worden door de openbare besturen voor een volledig uurrooster, zonder nadeel van de betaling der toegelaten overuren der prestaties geleverd in het kader van het onderwijs voor sociale promotie ingericht ten voordele van de personeelsleden in dienst van de inrichtingen vermeld in artikel 1, § 1 van onderhavig besluit.

#### Afdeling 4. — Kosten voor het betrekken van de gebouwen

1. De geboekte lasten voor het afschrijven op de gebouwen waarvan de inrichting eigenaar is of van het huren van de gebruikte gebouwen geven aanleiding tot een forfaitaire vergoeding van 16 frank per dag en per begunstigde.

2. Zij is vastgesteld op 11 frank voor de internaten en de tehuizen waarvan het of de gebouwen opgericht of verbouwd werden met Rijkssteun.

3. Evenwel zijn de vergoedingen vastgesteld onder punten 1 en 2 slechts verschuldigd in hun geheel wanneer het totale bedrag der afschrijvingen die werkelijk werden gedaan door de inrich-

ting, in het kader van de afdelingen 4 en 5 van Hoofdstuk I van onderhavige bijlage, voldoende wordt geacht door de Minister.

#### Afdeling 5. — Kosten van afschrijving op meubilair en medisch en niet-medisch materieel

1. De afschrijving op het meubilair en niet-medisch materieel geeft aanleiding tot een forfaitaire vergoeding van 5 frank per dag en per begunstigde.

2. De afschrijving op niet-medisch materieel geeft aanleiding tot een forfaitaire vergoeding van 2 frank per dag en per begunstigde.

3. Die vergoeding bedraagt 4 frank voor de inrichtingen die blinden, slechtzienden of fysisch minder-validen opnemen en 8 frank voor de inrichtingen die minder-validen opnemen met zware gehoor- of spraakstoornissen.

4. Evenwel zijn de vergoedingen vastgesteld in de §§ 1 en 2 slechts verschuldigd in hun geheel wanneer het totale bedrag der afschrijvingen die werkelijk werden gedaan door de inrichting in het kader van de afdelingen 4 en 5 van Hoofdstuk I van onderhavige bijlage, voldoende wordt geacht door de Minister.

HOOFDSTUK II. — Bepaling van de forfaitaire dagprijs-elementen voor variabele lasten en van de forfaitaire dagprijs-elementen voor vaste lasten, voor de inrichtingen met een semi-internaatstelsel voor minderjarige minder-valide personen en tehuizen voor meerderjarige minder-valide personen

#### Afdeling 1. — Personaliseerbare verblijfskosten

1. De personaliseerbare verblijfskosten der begunstigten worden vastgesteld per dag aanwezigheid in de inrichting gedurende het attributiejaar.

	Minder-validen van					
	0 tot 3 jaar		3 tot 12 jaar		12 jaar en meer	
	schoolgaand	niet-schoolgaand	schoolgaand	niet-schoolgaand	schoolgaand	niet-sch. gaand
Voeding F.						
Inricht. van minder dan 30 plaatsen	40	40	41	41	44	44
Inricht. van 30 plaatsen en meer (1)	36	36	37	37	40	40
Was	1,50	1,50	1,25	1,25	1,25	1,25
Gewone farmaceutische kosten	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
Opvoedingsactiviteiten	0,50	1	2	4	3,25	6,50
Inrichtingen met minder dan 30 plaatsen	42,50	43	44,75	46,75	49	52,25
Inrichtingen met 30 plaatsen en meer	38,50	39	40,75	42,75	45	43,25

(1) Plaatsen = opnamecapaciteit

(2) Deze bedragen zijn gekoppeld aan spilindex 114.20.

2. De bedragen voorzien onder de rubriek "farmaceutische kosten" dekken het gebruik van gewone geneesmiddelen.

Niettemin kunnen toeslagen op de farmaceutische kosten afzonderlijk worden toegekend, als gezondheidsprestaties die niet gedekt zijn door de dagprijs aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 36 van onderhavig besluit.

**Afdeling 2. — Werkingskosten**

De werkingskosten worden toegekend in functie van het aantal onderhoudsdagen der begunstigten gedurende het referentiejaar.

Ze worden vastgesteld als volgt :

	Minder-validen met een leeftijd van					
	0 tot 3 jaar		3 tot 12 jaar		12 jaar en meer	
	school gaand	niet-school gaand	school gaand	niet-school gaand	school gaand	niet-school gaand
Beddegoed	0,50	0,50	0,25	0,25	0,25	0,25
Verzekeringen	1,50	3	1,50	3	1,50	3
Onderhouds en kuisprodukten	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75
Water, gas, electri- citeit, brandstoffen	13	13	13	13	13	13
Diverse	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20
Bureelkosten, telefoon	1	2	1	2	2,50	5
Onderhoud van de lo- kalen (schilderwer- ken, reparaties, enz.)	4	5	4	5	4	5
Dienstverplaatsings- kosten van het per- soneel	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
TOTAAL	22,45	25,95	22,20	25,70	23,70	28,70

1) Deze bedragen zijn gekoppeld aan spilindex 114,20.

### Afdeling 3. — Personeelskosten

1. § 1. De personeelskosten omvatten de bezoldiging berekend volgens de in tabel II van onderhavige bijlage vermelde weddeschalen alsook de wettelijke patronale lasten en de bijkomende vergoedingen die beperkend voorzien zijn in § 2 met uitzondering van de andere voordelen in natura en van alle andere bijkomende vergoedingen.

§ 2. Wettelijke patronale lasten en de bijkomende vergoedingen worden gezamenlijk en forfaitair vastgesteld :

— voor de semi-internaten : op 45 % van de brutobezoldiging berekend volgens de weddeschaal vervat in tabel II van onderhavige bijlage;

— voor de dagcentra : op 46 % van de brutobezoldiging berekend volgens de weddeschaal vervat in tabel II van onderhavige bijlage.

De patronale lasten met betrekking op het personeel der inrichtingen afhankelijk van de gedecentraliseerde openbare besturen worden vastgesteld op basis van de werkelijk gekweten lasten in vergelijking met de brutobezoldigingen berekend volgens de weddeschaal overgenomen in tabel II van onderhavige bijlage.

§ 3. De bijkomende voordelen van toepassing op het personeel van de semi-internaten en de dagcentra zijn enkel en alleen diegenen die voorkomen in Hoofdstuk I, afdeling 3, § 4, van onderhavige bijlage.

2. De kosten van overuren gepresteerd door de opvoeders mogen ten laste genomen worden door de forfaitaire dagprijs overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk I, afdeling 3, punt 4 van onderhavige bijlage.

4. De kosten van de prestaties geleverd door private firma's of door de gekwalificeerde personen die niet tot het personeel van de inrichting behoren mogen ten laste genomen worden in de forfaitaire dagprijs volgens de modaliteiten vastgesteld in Hoofdstuk I, afdeling 3, punt 3, van onderhavige bijlage.

5. Van de werkelijke uitgaven worden afgetrokken :

1° de bezoldigingen uitgekeerd aan de op pensioengestelde personeelsleden die een niet toegelaten beroepsactiviteit uitoefenen uit hoofde van de wetgeving inzake pensioenen;

2° de bezoldigingen uitgekeerd aan personeelsleden in bovenstaal op het effectief van elk der categorieën functies zoals blijkt uit de toepassing van de normen vastgesteld in tabellen I en II van onderhavige bijlage;

3° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke patronale lasten die de bedragen ten boven gaan, zoals blijkt uit de toepassing van de weddeschalen die mogen in aanmerking genomen worden in de berekening van de forfaitaire dagprijs;

4° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke patronale lasten die de bedragen te boven gaan die ten laste genomen worden door de openbare besturen voor een volledig uurrooster, zonder nadeel van de betaling der toegelaten overuren der prestaties geleverd in het kader van het onderwijs voor sociale promotie ingericht ten voordele van de personeelsleden in dienst van de inrichtingen vermeld in artikel 1, § 1, van onderhavige besluit.

### Afdeling 4. — Kosten voor het betrekken van gebouwen

1. De geboekte lasten voor het afschrijven op de gebouwen waarvan de inrichting eigenaar is of het huren van de gebruikte gebouwen geven aanleiding tot een forfaitaire vergoeding van 6 F per dag en per begunstigde.

2. Deze vergoeding wordt gebracht op 2 F voor de inrichtingen waarvan het of de gebouwen opgericht of verbouwd werden met rijkstoelagen.

3. Evenwel zijn de vergoedingen vastgesteld onder punten 1 en 2 slechts verschuldigd in hun geheel wanneer het totale bedrag der afschrijvingen die werkelijk werden gedaan door de inrichting, in het kader van de afdelingen 4 en 5 van Hoofdstuk 2 van onderhavige bijlage, voldoende wordt geacht door de Minister.

### Afdeling 5

Kosten van afschrijving op meubilair en medisch en niet-medisch materieel

1. De afschrijving op het meubilair en niet-medisch materieel geeft aanleiding tot een forfaitaire vergoeding van 2 F per dag en per begunstigde.

2. De afschrijving op niet-medisch materieel geeft eveneens aanleiding tot een forfaitaire vergoeding van 2 F per dag en per begunstigde.

3. Evenwel zijn de vergoedingen vastgesteld in de §§ 1 en 2 slechts verschuldigd in hun geheel wanneer het totale bedrag der afschrijvingen die werkelijk werden gedaan door de inrichting, in het kader van de afdelingen 4 en 5 van Hoofdstuk 2 van onderhavige bijlage, voldoende wordt geacht door de Minister.

## HOOFDSTUK III — Diensten voor plaatsing in gezinnen

### Afdeling 1. — Dagtoelagen

De diensten voor plaatsing in gezinnen storten, aan private personen die begunstigen in hun gezin opnemen, een dagtoelage ten laste van het Fonds gelijk aan :

— 137 F per begunstigde van minder dan 3 jaar;

— 146 F per begunstigde van 3 tot minder dan 12 jaar;

— 156 F per begunstigde van 12 jaar en meer.

Deze toelagen worden niet toegekend indien meer dan 5 personen in het gezin worden opgenomen tegen vergoeding, al of niet ten laste van de openbare besturen.

Deze dagtoelage worden verhoogd met :

— 45 F per zwaar verstandelijk minder-valide, per minder-valide met zware motorische stoornissen of motorische stoornissen van de groep B of met zware karakterstoornissen;

— 35 F per middelmatig verstandelijk minder-valide, per minder-valide met lichte karakterstoornissen of motorische stoornissen van de groep A of zware gezichtsstoornissen;

— 25 F per licht verstandelijk minder-valide, of minder-valide met zware gehoor- of spraakstoornissen.

De aanvraag tot verhoging moet gericht zijn aan het Fonds en moet vergezeld zijn van de nodige bewijsstukken.

### Afdeling 2

Normen voor toegelaten personeel voor 30 begunstigten

— Eén directeur houder van het diploma van eindstudies op het niveau van het hoger onderwijs, als de dienst voor plaatsing in gezinnen autonoom is. Als de dienst gekoppeld is aan een inrichting voor minder-valide personen, verzekert de directeur van deze inrichting de verantwoordelijkheid van deze dienst;

— Eén geneesheer-specialist 1/4tijsds;

— Eén psycholoog halftijsds;

— Eén sociaal assistent voltijds op voorwaarde dat het aantal geplaatste minder-valide personen niet minder bedraagt dan 15;

— Eén klerk voltijds op voorwaarde dat het aantal geplaatste minder-valide personen niet minder bedraagt dan 15.

## TABEL I

Personeelsnormen van inrichtingen werkend onder het internaatstelsel

1. De normen opgenomen in de hiernavolgende tabellen duiden de maximale personeelsbezetting aan die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de dagprijs.

2. De keuze van een type-inrichting van 300, 60 of 30 bedden heeft enkel tot doel het vaststellen van de normen te vergemakkelijken en betekent niet dat bedoelde capaciteit aan te raden of gewenst is.

3. De inrichting kiest de licentiaten waarvan de discipline het best aangepast is aan de behoeften van de minder-validen die ze behandelt.

4. Als paramedisch personeel komen in aanmerking de personen die houder zijn van een diploma A1 zoals ergotherapeuten, verplegers(sters), de kinesitherapeuten, logopedisten en theropoeiders(sters) in de psychomotoriek evenals de gegradueerde en de gebreveteerde verplegers (sters).

5. Als opvoedend en verzorgend personeel komen in aanmerking onder anderen de opvoeders(sters), de ziekenoppassers(sters), de verplegers(sters) A2, de kinderverzorgsters, de familiale en sanitaire helpers(sters).



## BIJLAGE IV

TABEL I.- Personeelsnormen van inrichtingen werkend onder het internaatstelsel.

1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Type-inrichting	Licht verstandelijk mindervaliden	Middelmatig verstandelijk minder validen	Zwaar verstandelijk minder validen	Mindervaliden met karakterstoornissen en mindervaliden gepiaatst in een centrum voor observatie, oriëntering en medische, psychologische en pedagogische behandeling voor minder validen.	Blinden en slechtszienden	Doven, halfdoven en spraakgestoorden	Motorisch minder-validen Groep A Groep B	Chronisch niet besmettelijke lichamelijke minder-validen (Long Stay Pediatris)
300 mindervaliden	Leeftijd : 12 kinderen	Leeftijd : 10 kinderen	Leeftijd : 8 kinderen	Leeftijd : 8 kinderen	Leeftijd kind-12 j. = 8 kind+12 j. = 12	Leeftijd kind-8 j. = 6 kind van 8 j. en meer = 10	Leeftijd : 6	Leeftijd : 10 kinderen
Geneesheer (1)	2	2 1/2	3	6 (2)	2 1/2	3	3	6
Licentiaat in de psychologie, in de pedagogie, in de kinesitherapie, in de logopedie en assistent psycholoog.	6 waarvan ten minste 2 licentiaten	6 waarvan ten minste 3 licentiaten	6 waarvan ten minste 2 licentiaten	8 waarvan ten minste 4 licentiaten (4)	6 waarvan ten minste 2 licentiaten	6 waarvan ten minste 2 licentiaten	6 waarvan ten minste 3 licentiaten	8 waarvan ten minste 4 licentiaten

1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	
Paramedisch personeel	9 waarvan 1 verpleger(sten) die nachtvergoeding ontvangt	15 waarvan 1 verpleger(sten) die nachtvergoeding ontvangt	15 waarvan 1 verpleger(sten) met nachtvergoeding voor schoolgaande kinderen 20 waarvan 2 verplegers (sters) met nachtvergoeding voor niet schoolgaande kinderen	20 waarvan 1 verpleger(sten) die nachtvergoeding ontvangt	20	40 voor de groepen kinderen van - 8 j. en 25 vr. de groepen kind. van 8 j. en meer (3)	30	60	30 waarin begrepen 1 verpleger(sten) ononderbroken aanwezig en 1 hulp in klinische laborat. A3 event. half.
Maatschappelijk assistent(e) social(e) verpleger(sten)	5	5	5	8 (5)	5	5	5	8	8
Opvoedend en verzorgend personeel	(2) 3 per leef-eenheid waarvan 1 hoofdopvoeder mag zijn	(2) 3 per leef-eenheid waarvan 1 hoofdopvoeder mag zijn voor de schoolgaande kinderen 4 per leef-eenheid waarvan 1 hoofdopvoeder mag zijn vr. de niet schoolgaande kinderen	(2) hetzelfde als kolom 3	(2) hetzelfde als kolom 3	(2) hetzelfde als kolom 3	(2) hetzelfde als voor kolom 3	(2) hetzelfde voor kolom 3	(2) hetzelfde voor kolom 3	(2) hetzelfde als voor kolom 3

1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	
Opvoeder-groepschef	1 p. 6 leef-eenheden	1 p. 3 leef-eenheden	1 p. 4 leef-eenheden vr bedlegerige kinderen 1 p. 3 leef-eenheden vr niet bedlegerige kinderen	1 p. 3 leef-eenheden	1 p. 3 leef-eenheden	1 p. 4 leef-eenheden vr. de kind van - 8 j. 1 p. 3 leef-eenheden vr. de kind. van 8 j en meer	1 p. 4 leef-eenheden vr. de kind van - 8 j. 1 p. 3 leef-eenheden vr. de kind. van 8 j en meer	1 p. 4 leef-eenheden	1 p. 4 leef-eenheden

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bijzonder personeel			1 techniek A 2.		2 kopiisten (1e of 2e klasse)	4 technici in de electro-nica van niveau A 1 of A 2.	2 technici vr. h. onderh. v. de apparatuur A 3, 1 technicus A 2.	Groep B.

(1) De duur voor het uitvoeren van een voltijdse functie bedraagt 24 uren aanwezigheid per week in de inrichting.

(2) Met een eenheid te verhogen voor de inrichtingen die meer dan 30 pct. van hun gemiddelde bevolking behouden tijdens de weekeinden en de schoolvakanties.

(3) De logopedisten en de gehooropvoeders van niveau A 1 zijn begrepen in deze effectieven.

(4) Voor de centra voor observatie, oriëntering en medische, psychologische en pedagogische behandeling voor minder-validen wordt het effectief op 10 gebracht.

(5) Voor de centra voor observatie, oriëntering en medische, psychologische en pedagogische behandeling voor minder-validen wordt het effectief op 15 gebracht.

TABEL II - Personeelsnormen van de tehuizen voor volwassen minder-validen.

Functionies	Bezigheidstehuizen voor niet-werkende volwassen minder-validen. Type inrichting : 60 bedden.	Nursing-tehuizen voor volwassen ernstige minder-validen. Type inrichting : 60 bedden.	Tehuizen voor werkende volwassen minder-validen. Type inrichting : 30 bedden.
Geneesheer (1)	2/3	2/3	1/8
Licentiaat in de psychologie, in de pedagogie, in de kinesitherapie of in de logopedie en assistent psycholoog	24u. per week waarvan tenminste 8u. voorbehouden zijn aan een licentiaat	40u. per week waarvan tenminste 12u. voorbehouden zijn aan een licentiaat	-
Paramedisch personeel	2	7	-
Maatschappelijk(e) assistent(e) of sociaal(e) verpleger(sten)	24u. per week	1	1
Opvoedend en verzorgend personeel	30 waaronder 6 hoofdopvoeders mogen zijn (2)	32 waaronder 8 hoofdopvoeders mogen zijn (5)	4½ opvoeders
Opvoeder groepschef	1 per 3 leefeenheden (4)	1 per 3 leefeenheden (4)	-
Bijzonder personeel	-	1 technicus A2	-

\* De normen voorzien in deze tabel moeten verhoogd of verminderd worden in verhouding met het aantal erkende bedden.

(1) De duur van een voltijdse functie bedraagt 24u. per week aanwezigheid in de inrichting.

(2) Met één eenheid per leefeenheid te verhogen voor de tehuizen die meer dan 30 pct. van hun gemiddelde bevolking behouden tijdens de weekeinden en de vakanties.

(3) Gedurende de periode van werkloosheid van de minder-validen te verhogen met één bijkomende opvoeder per groep van 15 werklazen.

(4) De leefeenheid omvat 10 gehandicapten.

TABEL III - Personeelsnormen van de tehuizen van kort verblijf  
(minderjarige of meerderjarige minder-validen)  
Type-inrichting 60 bedden.

<u>Prestatieduur</u>	<u>Functies</u>
1 part-time	Geneesheer.
1 part-time	Licentiaat in de psychologie, in de pedagogie, in de kinesitherapie of in de logopedie en assistent-psycholoog.
1 per leefeenheid van 8 mindervaliden	Paramedisch personeel
2	Maatschappelijk assistenten Sociale verplegers
3 per leefeenheid van 8 mindervaliden waaronder één hoofdopvoeder mag zijn	Opvoedend en verzorgend personeel
1 per 4 leefeenheden van 8 mindervaliden	Opvoeder groepschef

TABEL IV - Normen van het directie-, administratief- en onderhoudspersoneel  
van de inrichtingen en tehuizen werkend onder het stelsel van  
het internaat.

Directiepersoneel :

- vanaf 6 bedden : 1 directeur,
- 1 onderdirecteur per tranche van 90 bedden.

Administratief personeel :

- 1 opsteller of klerk voltijds tot 15 bedden,
- 2 opstellers of klerken voltijds van 16 tot 40 bedden,
- 3 opstellers of klerken voltijds en 1 opsteller halftijds of klerk halftijds tot 100 bedden,
- meer dan 100 bedden, een bijkomende opsteller halftijds of klerk halftijds per tranche van 25 bedden,
- vanaf 90 bedden : 1 econoom,
- 1 boekhouder vanaf 60 bedden.

Onderhoudspersoneel :

- 1 voor 6 bedden voor de bedlegerige minder-validen en de kinderen van minder dan 6 jaar,
- 1 voor 7 bedden voor de anderen.

TABEL II

I. Tabel van de weddeschalen (sociale programmatie inbegrepen), in aanmerking te nemen op 1 januari 1976 voor het bepalen van de prijs per dag onderhoud.

A. Opvoedend personeel :  
Aard van het ambt

	<u>Weddeschaal</u>	<u>Structuur</u>
1. Opvoeder :		
Klasse 1 (20 jaar)	190.800 - 311.640	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 9 <sup>2</sup> x 8.904
Klasse 2 A (20 jaar)	172.992 - 247.404	3 <sup>1</sup> x 3.180 4 <sup>2</sup> x 3.816 8 <sup>2</sup> x 5.088 1 <sup>2</sup> x 8.904
Klasse 2 B (20 jaar)	165.360 - 241.680	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 12 <sup>2</sup> x 5.088
Klasse 3 (18 jaar)	146.280 - 216.876	3 <sup>1</sup> x 3.180 4 <sup>2</sup> x 3.816 9 <sup>2</sup> x 5.088
Na 9 jaar :	153.276 - 223.872	3 <sup>1</sup> x 3.180 4 <sup>2</sup> x 3.816 9 <sup>2</sup> x 5.088
2. Hoofdopvoeder :		
	221.328 - 342.168	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 9 <sup>2</sup> x 8.904
Opvoeder groepschef : (21 jaar)	232.140 - 361.884	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 10 <sup>2</sup> x 8.904

B. Directiepersoneel

(24 jaar) :

Aard van het ambtWeddeschaalStructuur

## 1. Onderdirecteur :

Klasse 1	242.316 - 372.060	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		10 <sup>2</sup> x 8.904
Klasse 2	221.328 - 342.168	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904

## 2. Directeur :

a) Instellingen 6 - 14 bedden of plaatsen	190.800 - 311.640	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904
b) Instellingen 15 - 29 bedden of plaatsen Klasse 1	221.328 - 342.168	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904
Klasse 2	190.800 - 311.640	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904
c) Instellingen 30 - 60 bedden of plaatsen Klasse 1	242.316 - 372.060	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		10 <sup>2</sup> x 8.904

Klasse 2	221.328 - 342.168	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 10 <sup>2</sup> x 8.904
d) Instellingen met meer dan 60 bedden of plaatsen Klasse 1	273.480 - 436.932	3 <sup>1</sup> x 8.904 10 <sup>2</sup> x 13.674
Klasse 2	242.316 - 372.060	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 10 <sup>2</sup> x 8.904
<u>C. Administratief en</u>		
<u>onderhoudspersoneel :</u>		
<u>Aard van het ambt</u>	<u>Weddeschaal</u>	<u>Structuur</u>
1. Klerk (18 jaar)	139.920 - 210.516	3 <sup>1</sup> x 3.180 4 <sup>2</sup> x 3.816 9 <sup>2</sup> x 5.088
2. Klerk-stenotypiste (18 jaar)	143.100 - 213.696	3 <sup>1</sup> x 3.180 4 <sup>2</sup> x 3.816 9 <sup>2</sup> x 5.088
3. Opsteller (20 jaar)	159.000 - 279.840	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 9 <sup>2</sup> x 8.904
4. Econoom (20 jaar)	190.800 - 311.640	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 9 <sup>2</sup> x 8.904



5. Boekhouder 1 <sup>e</sup> klasse (23 jaar)	190.800 - 311.640	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904
Boekhouder 2 <sup>e</sup> klasse	165.360 - 286.200	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904
Kopist 1 <sup>e</sup> klasse (20 jaar) Technicus in de elektronica A 2 (20 jaar)	159.000 - 279.840	3 <sup>1</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 3.816
		1 <sup>2</sup> x 5.088
		2 <sup>2</sup> x 10.176
		9 <sup>2</sup> x 8.904
Handlanger in apparatuur (18 jaar) Kopist 2 <sup>e</sup> klasse (18 jaar) Klinisch laboratoriumhelfer (18 jaar)	143.100 - 213.696	3 <sup>1</sup> x 3.180
		4 <sup>2</sup> x 3.816
		9 <sup>2</sup> x 5.088
Werkman 1 <sup>e</sup> categorie (18 jaar)	127.200 - 162.816	3 <sup>1</sup> x 2.544
		11 <sup>2</sup> x 2.544
Werkman 2 <sup>e</sup> categorie (18 jaar)	132.288 - 167.904	3 <sup>1</sup> x 2.544
		11 <sup>2</sup> x 2.544
Werkman 3 <sup>e</sup> categorie (18 jaar)	147.552 - 185.712	3 <sup>1</sup> x 2.544
		12 <sup>2</sup> x 2.544
Werkman 4 <sup>e</sup> categorie (18 jaar)	149.460 - 187.620	3 <sup>1</sup> x 2.544
		12 <sup>2</sup> x 2.544
Werkman 5 <sup>e</sup> categorie (18 jaar)	164.088 - 202.248	3 <sup>1</sup> x 2.544
		12 <sup>2</sup> x 2.544

D. Bijzondere functies :  
Aard van het ambt

WeddeschaalStructuur

Gebrevetteerd verpleger (ster), orthopedist, technicus in de elektro- nica A 1, sociaal assis- tent(e), kinesitherapeut, logopedist, ergotherapeut(e), assistent(e) in psychologie (23 jaar)	201.400 - 306.340	3 <sup>1</sup> x 4.452
		12 <sup>2</sup> x 7.632

Na 9 jaar	230.656 - 335.596	3 <sup>1</sup> x 4.452 12 <sup>2</sup> x 7.632
Na 18 jaar	256.944 - 361.884	3 <sup>1</sup> x 4.452 12 <sup>2</sup> x 7.632
Gebrevetteerd verpleger (ster) (21 jaar)	184.440 - 305.280	3 <sup>1</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 3.816 1 <sup>2</sup> x 5.088 2 <sup>2</sup> x 10.176 9 <sup>2</sup> x 8.904
Na 9 jaar	201.400 - 313.972	3 <sup>1</sup> x 4.452 10 <sup>2</sup> x 7.632
Kinderopvoedster, zickenoppasser, gezins en sanitaire helpster	152.004 - 22.600	3 <sup>1</sup> x 3.180 4 <sup>2</sup> x 3.816 9 <sup>2</sup> x 5.088
Na 9 jaar	169.812 - 240.408	3 <sup>1</sup> x 3.180 8 <sup>1</sup> x 1.908 18 <sup>1</sup> x 2.544
Psycholoog en geassimileerden (24 jaar)	273.480 - 436.932	3 <sup>1</sup> x 8.904 10 <sup>2</sup> x 13.674
Geneesheer generalist (27 jaar)	343.440 - 525.972	3 <sup>1</sup> x 8.904 10 <sup>2</sup> x 15.582
Geneesheer specialist (27 jaar)	464.280 - 674.160	11 <sup>2</sup> x 19.080

TABEL III

**Personeelsnormen van inrichtingen  
werkend onder het stelsel van het semi-internaat**

1. De normen opgenomen in de hiernavolgende tabellen duiden de maximale personeelsbezetting aan die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de dagprijs.

2. De keuze van een type-inrichting van 300 bedden heeft enkel tot doel het vaststellen van de normen te vergemakkelijken en betekent niet dat bedoelde capaciteit aan te raden of gewenst is.

3. De inrichting kiest de licentiaten waarvan de discipline het best aangepast is aan de behoeften van de minder-validen die ze behandelt.

4. Als para-medisch personeel komen in aanmerking de personen die houder zijn van een diploma A1 zoals ergotherapeuten, verplegers(sters), de kinesitherapeuten, logopedisten en theropvoeders(sters), in de psychomotoriek evenals de gegradueerde en de gebrevetteerde verplegers(sters).

5. Tot het opvoedend en verzorgend personeel behoren namelijk de opvoeders(sters), de ziekenoppassers(sters), de verplegers(sters) A2, de kinderverzorgsters, de gezins- en sanitaire helpsters.

TABEL I - Normen voor het directie-, administratief- en onderhoudspersoneel

A. Van inrichtingen voor minderjarigen werkend onder het stelsel van het semi-internaat.

Type-inrichting : 300 minder-validen

Leefeenheid : 10

Gehandicapten niet geschikt om school te lopen	Gehandicapten geschikt om school te lopen
Directiepersoneel Vanaf 6 plaatsen, 1 directeur	Vanaf 30 plaatsen, 1 directeur 150 en meer plaatsen: 1 directeur, 1 onderdirecteur N.B Wanneer een directeur is aangesteld die geen klastitularis is, wordt er geen betrekking van onderdirecteur voorzien.

Administratief personeel :

tot 25 plaatsen : 1/4 opsteller of klerk ; een 1/4 opsteller of klerk voor elke supplementaire schijf van 25 plaatsen.  
1 boekhouder vanaf 60 plaatsen.

Onderhoudspersoneel : 1 voor 10 plaatsen	1 voor 15 plaatsen
---	--------------------

B. Inrichtingen voor meerderjarige minder-validen werkend onder het stelsel van het semi-internaat.

Directiepersoneel : vanaf 6 plaatsen, 1 directeur  
vanaf 90 plaatsen en meer, 1 directeur en 1 onderdirecteur.  
vanaf 180 plaatsen en meer, 1 directeur en 2 onderdirecteurs ;

Administratief personeel :

1 opsteller of klerk half-time tot 15 plaatsen ;  
1 opsteller of klerk full-time tot 30 plaatsen ;  
1 opsteller of klerk full-time en  
1 opsteller of klerk half-time tot 50 plaatsen ;  
Boven de 50 plaatsen, 1 opsteller of klerk half-time wordt toegevoegd per schijf van 25 plaatsen ;  
vanaf 100 plaatsen, 1 econoom  
vanaf 60 plaatsen, 1 boekhouder.

Onderhoudspersoneel :

1 per 10 plaatsen.

TABEL II : A. Normen van de personeelsleden die niet voorkomen in tabel I van

1	2	3	4	5
Type-inrichting met 300 minder-validen	Middelmatig en zwaar mentaal minder-validen	zwaar mentaal minder-validen niet geschikt om school te lopen	Licht mentaal minder-validen met associatieve stoornissen	Karaktergestoorden
Leefeenheid (aantal minder-validen)	10	8 (van 0 tot 6 j.) 10 (van 6 j. en meer).	12	8
Geneesheren (24 u/week)	2 (zonder tandarts)	2 ½ (zonder tandarts)	1 ½ (zonder tandarts)	5 waarvan 1 psychiater (zonder tandarts).
Licentiaten in psychologie, in pedagogie, in kinesitherapie, of in logopedie, assistenten in psychologie	4 waarvan tenminste 2 licentiaten.	4 waarvan tenminste 2 licentiaten.	4 waarvan tenminste 2 licentiaten.	6 waarvan tenminste 3 licentiaten.
Paramedisch personeel	15 waarvan tenminste 1 gegradueerd verpleger (verpleegster)	15 waarvan tenminste 1 gegradueerd verpleger (verpleegster)	9 A1	20 waarin begrepen verplegers (verpleegster), gespecialiseerde opvoeders, animators die de paramedici kunnen vervangen.
Sociale dienst	5	5	5	8
Opvoedend en verzorgend personeel	1 per leefeenheid	2 per leefeenheid waarvan 1 gediplomeerde A2	1 per leefeenheid	1 ½ per leefeenheid doch 2 per leefeenheid voor minder-validen die tijdelijk niet geschikt zijn om school te lopen.
Hoofdopvoeders	1 per 5 leefeenheden	1 per 4 leefeenheden	1 per 8 leefeenheden	1 per 5 leefeenheden.
Opvoeder groepschef	1 per 2 hoofdopvoeders	1 per 2 hoofdopvoeders	1 per 2 hoofdopvoeders	1 per 2 hoofdopvoeders
Bijzonder personeel				

de inrichtingen voor minderjarige minder-validen, werkend volgens het semi-internaatstelsel.

6		7	
<u>Zintuiglijke minder-validen</u>		<u>Motorische minder-validen</u>	
Blinden en slechtzienden	Doven en spraakgestoorden	Groep A Categorieën 1-5-6-12 (K.B. nr 81)	Groep B Categorieën 2-8-9 (K.B. nr 81)
8 (minder dan 12 j.) 12 (van 12 j. en meer)	6 (minder dan 8 j.) 10 (van 8 j. en meer)	8 (minder dan 8 j.) 10 (van 8 j. en meer)	6
2 (zonder tandarts)	2 ½ (zonder tandarts)	2 ½ (zonder tandarts)	5 (zonder tandarts)
4 waarvan tenminste 1 licentiaat	4 waarvan tenminste 1 licentiaat	4 waarvan tenminste 2 licentiaten	6 waarvan tenminste 2 licentiaten
15 waarin begrepen de orthopedisten	30 waarin begrepen opvoeders A1 voor de groepen van minder dan 8 jaar. 20 waarin begrepen opvoeders A1 voor de groepen van 8 jaar en meer.	30	60
5	5	5	8
1 per leefeenheid	1 per leefeenheid	1 ½ per leefeenheid	1 ½ per leefeenheid
1 per 5 leefeenheden	1 per 6 leefeenheden voor kinderen van minder dan 8 jaar. 1 per 5 leefeenheden voor kinderen van 8 jaar en meer.	1 per 6 leefeenheden voor kinderen van minder dan 8 jaar. 1 per 5 leefeenheden voor kinderen van 8 jaar en meer.	1 per 6 leefeenheden
1 per 2 hoofdopvoeders	1 per 2 hoofdopvoeders	1 per 2 hoofdopvoeders	1 per 2 hoofdopvoeders
2 kopiïsten 1e of 2e Klasse	3 techniekers in de electronica waarvan 1 niveau A1 en 2 niveau A2	2 techniekers (knutselaar in de apparatuur) A3	2 techniekers (knutselaar in de apparatuur) A2

- B. Normen van de personeelsleden die niet voorkomen in tabel I van de inrichtingen voor meerderjarige gehandicapten, werkend volgens het semi-internaatstelsel.

Leefeenheid : 10

Geneesheren	2
Licentiaat in de psychologie, de pedagogie, de kinesitherapie, de logopedie, assistenten in psychologie.	2 waarvan tenminste 1 licentiaat
Paramedisch personeel	14
Sociale dienst	5
Opvoedend personeel	1 1/2 per leefeenheid
Hoofdopvoeders	1 per 3 leefeenheden
Opvoeder groepschef	1 per 2 hoofdopvoeders

TABEL IV

Kwalificaties vereist van het personeel van de inrichtingen voor mindervaliden.

<u>Aard van het ambt.</u>	<u>Vereiste kwalificaties.</u>
Opvoeder klasse III (18 jaar)	De houders van één van volgende titels : - Diploma of studiegetuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemene of technische vorming), - Brevet, getuigschrift of attest der gedane studiën (volbracht met vrucht) van het hoger secundair beroepsonderwijs, - De kinderverzorgsters, gezins- en sanitaire helpsters en de ziekenoppassers die één der volgende titels bezitten : * brevet van kinderverzorgster, * brevet van gezins- of bejaardenhelp(st)ers en sanitaire help(st)ers of het bekwaamheidsgetuigschrift van familiale en sanitaire helpsters, * getuigschrift van ziekenoppasser of brevet van verpleegassistent(e) of brevet van assistent(e) in hospitaalszorgen.
Opvoeder klasse IIB (20 jaar)	- De houders van een diploma of eindgetuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemene- of technische vorming); - de opvoeders van klasse III, de kinderverzorgsters, de ziekenoppassers en de familiale en sanitaire help(st)ers die 10 jaar dienst hebben in één der voornoemde functies.

Opvoeder  
klasse IIA  
(20 jaar)

De houders van een van volgende titels :

- Diploma afgeleverd door een universiteit of door een instelling voor hoger onderwijs van het lange type wanneer de studiecycli minstens vier jaren omvatten,
- Diploma of eindgetuigschrift van het hoger secundair onderwijs met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie,
- Brevet van verpleger(ster),
- Brevet van kinderverzorgster voor zover deze zich uitsluitend en effectief bezighoudt met kinderen van 0 tot 6 jaar,
- De opvoeders die tien jaar ancienniteit hebben in de klasse II B.

Opvoeder  
klasse I  
(20 jaar)

De houders van een diploma of eindgetuigschrift van het niveau van het hoger onderwijs met sociale, pedagogische, psychologische of paramedische oriëntatie ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie.

Hoofdopvoeder  
(21 jaar)

Zie hierboven opvoeder klasse I.

Opvoeder groepschef  
(21 jaar)

De hoofdopvoeders met ten minste één jaar dienst in deze functie.

Onderdirecteur  
klasse II  
(24 jaar)

- Hetzij de bekwaamheidsvereisten voor de opvoeders van de klasse II A en ten minste drie jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden . .
- Hetzij de bekwaamheidsvereisten voor de opvoeders van de klasse II B ten minste vijf jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden.
- Hetzij de bekwaamheidsvereisten voor de opvoeders van de klasse III en ten minste tien jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden.
- De opstellers die ten minste vijf jaar dienst hebben in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden.

Onderdirecteur  
klasse I  
(24 jaar)

- Hetzij de bekwaamheidsvereisten voor de opvoeders van de klasse I en ten minste drie jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden.
- Hetzij de bekwaamheidsvereisten voor de opvoeders van de klasse II A en ten minste vijf jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden.

- De houders van een universitair diploma.
  - De economen met ten minste vijf jaar dienst in een inrichting voor kinderen of tehuis voor mindervaliden.
  - De onderdirecteurs klasse II die ten minste vijf jaar dienst hebben.
- 
- Directeur  
klasse II  
(24 jaar)  
Inrichtingen van 6 tot  
29 bedden of plaatsen
- De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse II.
  - De houders van een diploma of eindgetuigschrift van het niveau van het hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale en paramedische oriëntatie, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie.
- 
- Directeur  
klasse I  
(24 jaar)  
Inrichtingen van 6 tot  
29 bedden of plaatsen
- De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse I.
- 
- Directeur  
klasse II  
(24 jaar)  
Inrichtingen van 30 tot  
60 bedden of plaatsen
- De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse II.
- 
- Directeur  
klasse I  
(24 jaar)  
Inrichtingen van 30 tot  
60 bedden of plaatsen
- De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse I.
- 
- Directeur  
klasse II  
(24 jaar)  
Inrichtingen van meer  
dan 60 bedden of plaatsen
- De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse II.
- 
- Directeur  
klasse I  
(24 jaar)  
Inrichtingen van meer  
dan 60 bedden of plaatsen
- De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse I.



Klerk  
(18 jaar)

De houders van één van volgende titels :

- Diploma of eindgetuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemene of technische vorming),
- Brevet of eindgetuigschrift van het lager secundair beroepsonderwijs afgeleverd na een vierde eindjaar of na een vijfde jaar vervolmaking of specialisatie in een sectie "Bureelwerken" afgeleverd door een inrichting door de staat opgericht, betoelaagd of erkend.

Klerk-stenotypiste  
(18 jaar)

De houders van een titel vereist voor de functie van klerk en van een getuigschrift of diploma waaruit de kennis blijkt van stenodactylografie.

Opsteller  
(20 jaar)

De houders van een diploma of eindgetuigschrift van hoger secundair onderwijs (algemene of technische vorming); in de mate dat de gekregen vorming overeenstemt met de normale vereisten van de functie.

Econoom  
(20 jaar)

De houders van een diploma of getuigschrift die toegang verschaft tot de functie van opsteller.

Boekhouder  
2e klasse  
(20 jaar)

De houders van een diploma of eindgetuigschrift van hoger secundair onderwijs (algemene of technische vorming) met handelsrichting.

Boekhouder  
1e klasse  
(23 jaar)

- De houders van een diploma of eindgetuigschrift van hoger onderwijs met economische oriëntatie waarvan de kwalificatie in verband staat met de normale vereisten van de functie.
- De houders van het diploma van de Belgische Kamer voor Rekenplichtigen.

Werkliedenpersoneel  
categorie I  
(18 jaar)

De hulparbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, huisbewaarders, ongeschoolde landarbeiders.

Werkliedenpersoneel  
categorie II  
(18 jaar)

De wasvrouwen, werkmannen in laboratorium, strijksters, linnennaaiers, portiers, helpers van geschoolde arbeiders voor zover de geschoolde arbeider bestaat in de inrichting.

Werkliedenpersoneel categorie III (18 jaar)	De geschoolde arbeiders die geen houder zijn van een diploma of een eindgetuigschrift die hun kwalificatie vaststelt.
Werkliedenpersoneel categorie IV (18 jaar)	De geschoolde arbeiders houders van een diploma of getuigschrift afgeleverd door een school of een onderwijsinstelling waaruit hun kwalificatie onbetwistbaar blijkt zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter van sanitaire installaties, meubelmaker, schrijnwerker, electricien, kok.
Werkliedenpersoneel categorie V (18 jaar)	De arbeiders die de vereiste kwalificaties bezitten van de arbeiders van kategorie IV en die de verantwoordelijkheid hebben van een homogene ploeg van minstens 5 arbeiders.
Verpleger(ster) brevet (21 jaar)	De houders(sters) van het brevet van verpleger(ster).
Verpleger(ster) graduaat (23 jaar)	De houders(sters) van het brevet van gegradueerd verpleger(ster) als bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden tot het toekennen van de diploma's van vroedvrouw, van verpleger(ster) gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961 en 24 december 1966.
Kopist(Braille) 2e klasse (18 jaar)	De houders van een diploma, getuigschrift of brevet dat toegang verschaft tot de functie van klerk.
Kopist (Braille) 1e klasse (20 jaar)	De houders van een diploma of getuigschrift die toegang verschaft tot de functie van opsteller.
Geneesheer generalist (27 jaar)	De houders van het diploma van dokter in de genees-, heel- en verloskunde.
Geneesheer specialist (27 jaar)	De houders van een titel van de vereiste bekwaamheid voor het uitoefenen van de functie van geneesheer generalist alsook van een vereiste titel van specialisatie ingevolge het advies uitgebracht door de Commissie voor de Erkenning der Geneesheren-Specialisten.

Licenciaten in de psychologie,  
de pedagogie, de kinesithera-  
rapie en de logopedie  
(24 jaar)

De houders van het diploma dat één dezer  
titels toekent, vereist voor het uitoefenen  
van deze functies.

Assistent in de psychologie  
(23 jaar)

De houders van het diploma dat deze titel  
toekent.

Ergotherapeut, kinesithera-  
peut, logopedist  
(23 jaar)

De houders van het diploma dat één dezer  
titels toekent.

Psychomotoris heropvoeder  
(23 jaar)

De houders van de titel die deze specialisatie  
toekent.

Sociaal assistent, helper of  
raadgever  
(23 jaar)

De houders van het diploma dat één dezer  
titels toekent.

Gegradueerd sociaal  
verpleger(st)er  
(23 jaar)

De houders van het diploma dat deze titel  
toekent.

Handlanger in apparatuur A 3  
(18 jaar)

De houders van het diploma of bekwaamheids-  
getuigschrift van het vierde secundair  
technisch kwalificatiejaar.

Technicus in electronica  
A 1 of A 2

De houders van het diploma dat één dezer  
titels toekent.

Kinderverzorgster, familiale  
en sanitaire helper(st)er of  
ziekenoppasser.

De houders van een brevet of getuigschrift  
dat één dezer titels toekent.

Clinische laboratoriumhulp  
A 3

De houders van het diploma dat deze titel  
toekent.

TABEL VBOEKHOUDKUNDIG PLAN.

## Klasse I.- Oprichtingswaarden

## 10 Oprichtings- en uitbreidingskapitalen

- 10.00.01 Kapitaal (toelagen)
- 02 Kapitaal (schenkingen)
- 10.01 Werkingstoelagen
- 10.02 Uitrustingstoelagen

## 11 Verplichte reserves.

## 12 Facultatieve reserves

- 12.00 Winst en verlies van vorige dienstjaren
- 12.01 Achterstallige wedden (provisie)
- 12.02 Kasgeldreserve

## 13 Diverse leningen

- 13.00 Af te betalen leningen

## 14 Afschrijvingen op vastgelegde waarden.

- 14.41 Onroerende goederen en onroerende goederen bij bestemming  
Respectievelijk 3 pct. en 5 pct.
- 14.42 Materieel voor medische uitrusting 20 pct.
- 14.43 Materieel voor niet-medische uitrusting en mobilair 10 pct.
- 14.44 Eerste inrichting 33,33 pct.
- 14.45 Rollend materieel 20 pct.
- 14.46 Grote onderhoudswerken 33,33 pct.
- 14.47 Cultureel patrimonium 100 pct.

## Klasse II. - Beschikbare waarden

- 20 Kas
- 21 Postcheckrekening
- 22 Banken
- 23 Ongebruikt
- 24 Effecten en beurswaarden
- 25 Geldbeweging

Klasse III. - Eisbare waarden

## 30 Kliënten (schuldenaars)

- 30.01 Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor minder-validen.
- 30.02 Justitie
  - 01 Gewone toelage voor onderhoud en opvoeding
  - 02 Toelage voor het dekken van speciale kosten
- 30.03 Nationaal Werk voor Kinderwelzijn
- 30.04 Private plaatsingen
- 30.05 Kinderbijslagen
- 30.06 Tussenkost van O.C.M.W.'s.
- 30.07 Nationale opvoeding
  - 01 Werkingskosten
  - 02 Studiebeurzen
- 30.08 Salaris van de werknemers.
- 30.09 Diverse
  - 01 Diverse
  - 02 Mutualiteiten (nominatieve rekening)

## 31 Leveranciers- (schuldeisers)

## 32 Personeelslasten

- 32.01 R.S.Z. Werknemersbijdrage
- 32.02 R.S.Z. Patronale bijdrage
- 32.03 Bedrijfsvoorheffing
- 32.04 Extra legaal pensioen (stortingen door werkgever)
- 32.05 Voordelen in natura
- 32.06 Arbeidsongevallenverzekering (wettelijke verzekering)
- 32.07 Sociale abonnementen (tussenkost van de werkgever)
- 32.08 Arbeidsgeneeskunde

## 38 Honoraria

- 38.01 Medisch
- 38.02 Paramedisch
- 38.03 Verplegend

## 39 Diverse

Klasse IV. - Vastgelegde waarden

## 40 Gronden

## 41 Onroerende goederen en onroerende goederen bij bestemming

- 41.45 Internaat voor kinderen
- 41.46 Semi-internaat voor kinderen
- 41.47 Schoolinrichting
- 41.48 Tehuis voor kort verblijf
- 41.49 Home voor volwassenen

## 42 Materieel voor medische uitrusting

## 43 Materieel voor niet-medische uitrusting en meubilair.

- 43.03 Onderhoudsmaterieel
- 43.04 Verwarmingstoestellen
- 43.05 Bureelbenodigdheden
- 43.06 Wasmachines, enz.
- 43.07 Keukenuitrusting
- 43.08 Meubelen

## 44 Eerste inrichting

## 45 Rollend materieel

## 46 Grote onderhoudswerken

## 47 Cultureel patrimonium

## 48 Werken in uitvoering

## 49 Roerende beleggingen

Klasse V. - Omzetbare waarden

## 50 Algemene bevoorrading

## 51 Voedingswaren

## 52 Ongebruikt

## 53 Ongebruikt

## 54 Linnen en beddegoed

## 55 Apotheek

## 56 Leeggoed

## 57 Kantine

## 58 Schoolbenodigdheden

## 59 Reservematerieel

Klasse VI. - Industriële waarden

## 60 Medisch personeel

## 61 Loontrekkend personeel

## 62 Administratief personeel

63 Verplegend personeel

64 Paramedisch personeel

65 Ander en opvoedend personeel

66 Directe kosten

69 Ontvangsten

vb. 69.45 Internaat voor kinderen

69.45.01 Prijs per dag onderhoud

69.45.02 Supplementen op de onderhoudsdagprijs

69.45.03 Doktershonoraria

69.45.04 Honoraria verplegend en/of paramedisch personeel

69.45.05 Ongebruikt

69.45.06 Andere ontvangsten

69.45.07 Dure specialiteiten, prothesen, enz...

69.46 Zelfde onderverdeling als voor 69.45

Klasse VII. - Te verdelen kosten

70 Afschrijvingen

71 Financiële lasten

72 Algemene kosten

73 Onderhoud

74 Verwarming

75 Administratieve kosten

76 Wasserij - linnen - kleding

77 Voeding

78 Internaat

79 Medische kosten

Klasse VIII

Facultatief

Commerciële overgangswaarden

Klasse IX. - Resultaatrekeningen

90 Winst en verliesrekening

TABEL VAN CODIFICATIE VAN DE KOSTENPLAATSEN.  
Voorlopige kostenplaatsen en kostprijselementen.

- 00 Afschrijvingen (70)
- 01 Financiële lasten (71)
- 02 Algemene kosten (72)
- 03 Onderhoud (73)
- 04 Verwarming (74)
- 05 Administratieve kosten (75)
- 06 Wasserij -linnen - kleding (76)
- 07 Voeding (77)
- 08 Internaat (78)
- 09 Medische kosten (79)

Definitieve kostenplaatsen

- 20 tot 44 Ongebruikt
- 45 Internaat voor kinderen
- 46 Semi-internaat
- 47 Schoolinrichting
- 48 Tehuis voor kort verblijf
- 49 Home voor volwassenen
  
- 50 tot 69 Ongebruikt
  
- 70 tot 97 Technische hulp en nevendiensten, waarvan
  
- 70 tot 92 Ongebruikt
- 93 Tuinbouw
- 94 Boerderij
- 95 Klooster
- 96 Verpleegstersschool, school voor kinderverzorgsters
- 97 Eredienst